VOL. XIII.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE

PAR LUDGER DUVERNAY.

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

LA MINERVE paraît DEUX fois par semaine, le LUNDI et le JEUDI SOIR, et trois fois lorsque les circonstances le nécessitent.

Le prix de l'abonnement est de QUATRE PIASTRES par an, outre une piastre pour la poste quand le journal est envoyé par cette voie. L'abonnement est payable d'AVANCE, et une addition de 2s. 6d. sera faite par chaque année à ceux qui n'auront pas payé d'avance ou à première demande. ☞ Ceux qui veulent discontinuer, doivent en donner avis un mois avant leur date échue.

Toutes les lettres, correspondances, &c. doivent être adressées, francs de port, à LUDGER DUVERNAY, au bureau du journal, rue St-Vincent, No. 13.



NO. 65.

MONTREAL, BAS-CANADA,

LUNDI SOIR, 18 MARS 1844.

PRIX DES AVERTISSEMENS.

SIX Lignes et au-dessous, première insertion, 2s. 6d. et 7 1-2d. chaque suivante.
DIX Lignes et au-dessous, première insertion, 3s. 4d. et 10d. chaque suivante.
AU-DESSUS de dix Lignes, première insertion, 4d. par ligne, et 1d. par chaque ligne pour les insertions subséquentes.

*** Les avertissemens non accompagnés d'ordres écrits seront insérés dans chaque feuille jusqu'à ce qu'ils soient contremandés et débités en conséquence.

ON traite de gré-à-gré pour les avertissemens d'une certaine étendue, et qui doiven être publiés plus de six Mois.

LA MINERVE,

JOURNAL POLITIQUE, LITTERAIRE, AGRICOLE, COMMERCIAL ET D'ANNONCES.

AUX ELECTEURS de la Cité de Montréal.

CONCITOYENS,

ME rendant au désir d'un grand nombre de mes amis, j'ai l'honneur de solliciter vos suffrages à la prochaine élection.

Il est inutile pour moi de vous dire que je suis REFORMISTE. J'aime à croire que mes principes vous sont trop bien connus, pour qu'il me soit nécessaire de vous les énoncer aujourd'hui. La sincérité de ma foi politique a subi d'assez fortes épreuves, pour que je sois dispensé d'insister sur ma détermination à y adhérer dans les jours prospères comme dans les temps orageux.

Mais touchant la grande question qui agite actuellement le pays entier, je dois vous exprimer mon opinion Car, c'est aussi un devoir pour vous comme pour tous les électeurs de cette province, d'exiger de tout candidat qu'il se prononce avec franchise sur ce point, d'un ton décidé et sans équivoque.

Je vous déclare donc sans hésiter que j'appuie l'interprétation du gouvernement responsable maintenue par les ci-devant ministres. J'approuve leur résignation, et je leur rends justice, non moins pour leur noble conduite en renonçant au pouvoir pour adherer aux principes, que pour les services importans et durables qu'ils ont rendus à leur pays pendant qu'ils étaient au timon des affaires publiques.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que si j'obtiens l'honneur de vous représenter en parlement je travaillerai fidèlement au bien-être et à la prospérité de la province généralement et plus particulièrement de cette Ville, car nos intérêts sont les mêmes.

J'ai l'honneur d'être,
Concitoyens,
Avec dévouement et respect,
Votre obéissant serviteur,
LEWIS T. DRUMMOND.

Montréal, 10 Février 1844.—12.

AUX ELECTEURS DE LA CITÉ DE MONTREAL.

CONCITOYENS,

LE desir d'éviter les devoirs imposés par la vie publique, m'a jusqu'ici fait prendre la résolution de ne pas m'adresser à vous, comme candidat pour la représentation de cette ville, résolution dans laquelle j'aurais persisté, si les sollicitations de plusieurs concitoyens respectables et influens ne m'eussent induit à croire que vous seriez disposés à m'honorer de vos suffrages et que par là je serais à même de promouvoir les intérêts généraux du pays.

En recherchant ainsi publiquement votre appui, il est de mon devoir de déclarer les principes qui règleront ma conduite politique, comme votre représentant.

Comme citoyen de cette ville, mes intérêts personnels s'identifient avec les siens, et pour son accroissement et pour son commerce, et je m'engage à appuyer toute mesure qui tendra à en augmenter la prospérité et l'importance.

Comme habitant de cette Province, je ferai tous mes efforts, je mettrai tous mes soins à développer les avantages naturels, qui lui ont été si largement départis, et à protéger tout projet qui en améliorera la condition, et assurera le bien-être de son peuple.

Comme sujet dévoué de la Reine, comme Représentant du Parlement Provincial, je m'étudierai à maintenir dans son intégrité la constitution politique dont nous jouissons ; et tandis que d'un côté, je soutiendrai les justes prérogatives de la Couronne, de l'autre, je réclamerai pour le peuple le libre exercice de ses droits politiques.

Quant au Gouvernement responsable, mon opinion est la même que celle que vient d'émettre Son Excellence Sir Charles Metcalfe dans sa réponse à la députation municipale de Gore ; et cette opinion sera mon guide dans toutes les questions constitutionnelles.

Honoré de votre appui, qui est entièrement dégagé de toute influence d'intérêts privés, je m'emploierai pour le bien public et pour obtenir cette justice ferme et impartiale due à tous les sujets de Sa Majesté sans distinction de croyance ou d'origine, et j'ose espérer que ma conduite publique méritera en toute occasion l'approbation et de mes constituans, et généralement de cette ville éclairée ; approbation, qui sera constamment le but de tous mes travaux.

Je suis,
Messieurs,
à vous sincèrement
WILLIAM MOLSON.

Montréal, 24 fév. 1844.

Corporation de Montréal.

AUX ARCHITECTES.

LA CORPORATION de la Cité de Montréal, demande des PLANS pour l'érection d'une NOUVELLE HALLE de MARCHE. Le plan du terrain et les autres particularités, seront fournis au Bureau de l'Inspecteur de la Cité.

Il sera accordé une prime de £50 pour le meilleur plan qui sera adopté, et une autre de £25 pour le second. Ces primes seront déterminées par un comité nommé à cet effet.

Les plans devront être déposés au Bureau du Greffier de la Cité, le ou avant le PREMIER jour de MARS prochain.

Par ordre,
J. P. SEXTON,
Greffier de la Cité.

Hotel de Ville, 18 janvier 1844.

REMISE.

LE TEMPS fixé dans l'avertissement ci-haut, pour la reception des PLANS de la **Halle du Marché** a été prolongé du PREMIER au TRENT ET UN MARS courant.

Par ordre,
7 mars. J. P. SEXTON.

AVIS.

TOUTES personnes endettées à la Succession de feu CHARLES BENOIT, en son vivant aubergiste de la paroisse de Montréal, sont priées de venir payer au plus vite le montant de leurs dettes au Soussigné. Et pareillement, toutes personnes à qui la dite Succession peut devoir, de présenter au plutôt le montant de leurs réclamations.

A. GAUTHIER, N. P.

Montréal, 19 fév. 1844.—j.

Mélanges Littéraires.

Un parasite comme il y en a tant.

Ce jour là, comme de coutume, les pierrots gazouillaient sous les tilluls du Palais-Royal ou béquetaient de la mie de pain sur la pelouze, à la grande satisfaction de leurs pourvoyeurs habituels, les employés en retraite, les bonnes d'enfans et les militaires non gradés. Le vent se permettait parfois d'enlever, de la gerbe d'eau, quelques parcelles humides qu'il faisait retomber ensuite, en pluie fine et déliée, sur le visage des promeneurs ou sur la toilette surannée de quelque douairière qui s'empressait d'étaler son parapluie rouge sous un ciel sans nuages Les bottes à jour du comédien de province emportaient sournoisement le sable des allées ; le marmot en vacances faisait rouler son cerceau dans les jambes de la loueuse de chaises, et le petit clerc d'une étude, député pour une affaire pressante, s'accoudait sur la grille, en face du canon régulateur, attendant qu'il plût au soleil d'allumer l'amorce.

Il était dix heures du matin.

Tout à coup l'on vit débusquer de l'une des arcades un gros homme à face réjouie, rond, trapu de petite taille, rouland plutôt qu'il ne courait... c'était une trompe terrestre, un ouragan qui menaçait de déraciner les tilleuls et de bousculer tous les promeneurs.

Enfin il s'abattit sur le café de la Rotonde et le calme fut rétabli.

N'auriez-vous pas vu, par hasard, mon ami le sous-préfet ? demanda-t-il à un des garçons.

Celui-ci jeta les yeux sur l'espèce de caricature ambulante qui l'interrogeait et partit d'un long éclat de rire.

Il fallait que Marcellus Tonitru, bonnetier patenté, bizet dans la garde nationale, électeur du 11e arrondissement et domicilié rue de Bussy, n'eût pas un physique très respectable pour que la politesse incarnée, dans la personne d'un garçon de café, lui fit un pareil accueil. Effectivement, son feutre à bords imperceptibles semblait coiffer un potiron, tant ses joues étaient rebondies et son teint bilieux. Ses larges épaules touchaient à sa nuque, et, vu cette absence totale de cou. Marcellus portait une cravate à la Colin, dont les nœuds flottaient artistement au gré du zéphir. Son énorme abdomen se cachait partie sous une redingote maron qui lui sanglait les flancs, partie sous un gilet à coupe républicaine, car Marcellus était républicain, sauf la barbe que Mme Tonitru ne tolérait pas. Ajoutons pour compléter le costume de notre héros, qu'il avait les tibias enveloppés d'une paire de bas chiné, des escarpins vernis et un gigantesque riflard sous le bras.

Autrefois Marcellus avait commis des études. Après avoir traduit jusqu'au *De Viris* inclusivement, il se fit bonnetier ; mais les glorieux souvenirs restaient incrustés dans son cerveau. Du fond de son magasin, il gouvernait la France avec de superbes utopies, et parfois, dans ses rêves, il plaçait, en guise de couronnes civiques, des bonnets de coton sur les têtes illustres de Curcius Scévola, de Brutus et de Coriolan.

Une seule chose affligeait le bonnetier.

Depuis vingt ans que son commerce prospérait, il était devenu propriétaire d'une ferme dans la Beauce, de cinq enfans et de huit cors aux pieds. Or, si la république proclamait la loi agraire, ne lui prendrait-on pas la meilleure partie de sa ferme, en lui laissant sa progéniture et ses corps ? Il se consolait partout avec cette maxime presque évangélique et remplie d'un dévoûment antidiluvien : "Il faut secourir ses frères et tout sacrifier à sa patrie."

En attendant, il ne soldait ses impôts que sur prétention de contrainte, ne donnait jamais un centime à un pauvre, sous le spécieux prétexte que la loi proscrit les mendians, empruntait à ses amis de l'argent qu'il oubliait de leur rendre, ou les invitait à des déjeuners dont il leur laissait payer l'addition. Du reste, excellent mari, bon père de famille, citoyen paisible, négociant probe et vacciné.

Marcellus, roulant toujours comme une trombe, avait heurté la veille, au passage Choiseul, un monsieur qui était en extase devant le bel étalage de Jeanne. Le monsieur s'apprêtait à décocher une vigoureuse apostrophe à l'auteur de ce choc brutal ; mais le bonnetier surpris recula de trois pas en arrière, et prit en suite un élan prodigieux pour s'élancer au cou du monsieur, lequel avait fort envie de crier au secours.

—Eh ! c'est ce cher Saint-Aurens ! s'écria Marcellus.

—Passez votre chemin, répondit l'autre avec brusquerie : je ne vous connais pas.

—Tu ne connais pas Marcellus Tonitru, ton ami de collége ?

—Ah ! si fait. Comment cela va-t-il ?

—Comme tu vois : je suis prodigieusement engraissé...Quelle est ta position sociale ?

—Sous-Préfet...Et la tienne.

—Bonnetier...Peste, sous-préfet ? On voit bien que tu as traduit autre chose que le *Deveris*...Ah ! ça, mon cher je t'inviterais bien à diner : malheureusement ma femme est maussade et mes enfans sont tapageurs. Veux-tu que demain nous déjeunions ensemble, chez Véfour, aux frères Provençaux, ou tu voudras !...Ca te va-t-il !

—Certainement...Comment donc ?

—En ce cas, à dix heures, au café de la Rotonde.

Et voilà pourquoi Marcellus Tonitru demandait au garçon s'il n'avait pas vu son ami le sous-préfet. La réponse à cette demande insolide fut un immense éclat de rire, comme nous avons déjà eu l'avantage de le dire au lecteur.

Le bonnetier fut sur le point de se mettre en colère ; mais il jugea plus convenable de rire plus fort que le garçon.

—Très drôle, s'écria-t-il, très drôle !

En ce moment il aperçut le sous-préfet Saint-Aurens au milieu des lecteurs de journaux groupés autour du pavillon littéraire ; il alla *s'abattre* sur le *Constitutionnel* que son ami tenait à la main.

—Diable ! mon cher, tu as des mouvemens un peu brusques.

—Comme tu vois...Et l'appétit ?

—Pas fort.

Allons, un verre d'absynthe, hein ?..Fameux ! je te paie l'absynthe.

Ils entrèrent sous la rotonde. Marcellus plaça résolument son chapeau sur l'oreille et dit au garçon qui s'était permis toute à l'heure de lui rire au nez :

—Voulez-vous avoir la bonté, je vous prie, de me verser de l'absynthe ?

Le garçon ne demanda pas mieux. L'absynthe bue, Marcellus se leva, prit un journal qu'il eut l'air de parcourir... et pendant ce temps-là le sous préfet passait au comptoir.

—Ah diable ! s'écria le bonnetier, lorsqu'ils furent dehors, je n'ai pas payé la consommation !

—Je l'ai payée, répondit le sous-préfet.

—Ah ! tu l'as payée !... Et pourquoi l'as-tu payée ?

—Vas-tu me faire une querelle ?

—C'est bon, je te revaudrai cela : tu ne le porteras pas loin.

Ils entrèrent aux Frères-Provençaux. Marcellus tourbillonna dans le salon. envahit la carte, commanda six douzaines d'huîtres, deux tranches de pâté de foie gras, une bouteille de chablis, trois bouteilles de bordeaux et une omelette au lard. A lui seul il avala cinq douzaines d'huîtres, les neuf dixièmes du pâté et l'omelette tout entière... Il but en raison directe des comestibles qu'il avait engloutis.

—Fameux, le déjeuner !... Qu'en dis-tu ?... Garçon, l'addition !.. Mon cher, ce bordeaux est très laxatif... Demande les bols, je suis à toi.

Marcellus alla faire un *tour* dans la galerie d'Orléans, et, pendant son absence, on apporta les bols et l'addition. Pour ne pas faire attendre le paiement, le sous-préfet tira deux pièces d'or de sa poche. On lui rendait sept franc cinquante centimes, et il donnait les cinquante centimes au garçon, lorsque Marcellus le prit sur le fait, puis immédiatement au collet.

—Au ! tu paieras toujours !

—Puisque tu n'étais pas là...

—Mais sais-tu, que si je n'avais pas affaire à mon meilleur ami, nous irions de ce pas à la porte Maillot ?

—Prenons un fiacre et dépêchons-nous ! s'écria le sous-préfet en quittant la table ; car au travers du rideau de gaze de la fenêtre, il venait d'apercevoir, dans la galerie, deux jolis minois de sa connaissance.

—Corbleu ! comme tu es vif ; je plaisantais, mon cher. T'imagines-tu que j'aurais le courage de t'insinuer une balle dans le crâne ? Et que dirait Mme Tonitru si tu m'en logeais une autre dans l'abdomen ?

—Mme Tonitru ne saura rien, dit Saint-Aurens, qui s'amusait beaucoup de la frayeur de son ami : cherchons des témoins !

En disant ces mots, il entraîna, hors du restaurant, le bonnetier plus mort que vif.

—Mais, tigre féroce, tu veux donc t'abreuver de mon sang ?

—Ce n'est pas du sang qui circule dans tes veines, à l'heure qu'il est, c'est du Bordeaux... Tiens, voici nos deux témoins....

On s'était promené et rafraîchi, et on donna le signal du départ.

—Un instant ! s'écria Marcellus en tirant une bourse très bien garnie, qu'il fit passer alternativement de sa main droite dans sa main gauche, pour en faire sonner le contenu : nous avons un compte à solder là bas.

—C'est une affaire terminée, dit Saint-Aurens.

—Encore !... Mais c'est tyrannique, arbitraire, monstrueux et très impoli, ce que tu fais là !

On gagne la barrière de l'Etoile, et la société monte dans un omnibus. Le bonnetier s'étant aperçu que le conducteur venait de refuser la pièce de cinq francs d'un voyageur, faute de monnaie, s'empressa de lui offrir une pièce d'or, et lui dit de se payer de quatre places. Celui-ci refusa de nouveau pour le même motif. Marcellus jura contre l'administration, qui ne garnissait pas le gousset de ses employés. Le conducteur haussa les épaules, et, pour mettre fin à cette scène ridicule, Saint-Aurens, qui avait de la monnaie, dit au bonnetier de resserrer sa pièce d'or.

—Allons à l'Opéra, dit Saint-Aurens.

—Bravo ! je te paie...Mais, dis-moi : n'as-tu pas faim ?

—Ton déjeuner est déjà digéré ? Je t'en fais mon compliment, tu n'absorbe pas mal. Pourtant, si tû veux me croire, tu te borneras à prendre un potage au galop, car on joue *Guilleaume Tell*... Nous souperons.

—Fameux ! excellente idée ! s'écria Marcellus... Aye ! On sort du spectacle à minuit, le souper nous conduira jusqu'à une heure du matin. Je suis flambé ! Ma femme est capable de croire...Pourtant, Mme Tonitru, Dieu m'est témoin que je vous suis fidèle...

—C'est mon chemin de passer rue de Bussy, dit le sous-préfet : par conséquent, je pourrai te reconduire et t'excuser.

—Oui, tu rendras témoignage de ma conduite. Scipion, dans le *De Viris*, ne s'est pas mieux conduit que nous au bois de Boulogne...A propos, es-tu républicain ?

Va donc manger ton potage, hein, s'il te plaît !

—C'est juste, tu es fonctionnaire public et tu n'as pas mon indépendance. Je te plains, mon pauvre Saint-Aurens...Je dis plus : tu es à plaindre !

Ils étaient arrivés en face de l'Académie royale de musique. Le bonnetier, s'engouffrant dans la cuisine italienne, avala deux potages au macaroni qu'il trouva détestables, après coup. Le garçon prétendit qu'ils étaient excellens, puisqu'il n'en restait pas une cuillerée. Marcellus allait se formaliser de cette observation ; mais le sous-préfet jugea convenable de payer les potages et d'entraîner son hargneux ami.

Le bonnetier, qui avait ses motifs, voulut se mettre à la queue, malgré l'avis de Saint-Aurens, qui trouvait beaucoup plus simple d'entrer de suite en prenant des balcons. Dans l'espace de cinq minutes, il laissa passer vingt personnes entre le sous-préfet et lui, tout en faisant mine de jurer contre cette usurpation de ses droits.

—C'est effroyable, mon cher ! je suis écrasé, roué, massacré !..Prends deux billets, je vais te rejoindre au contrôle.

Ce qui fut dit fut fait. Marcellus, en s'asseyant sur les banquettes du parterre, serra vivement la main de son ami.

—Morbleu, tu m'a régalé jusqu'alors ; mais je te réserve un souper splendide, ébouriffant, colossal ! Un véritable souper de Lucullus, dont nous parlerons dans cinquante ans, si nous soupons encore...Laisse-moi faire !

Le premier acte se joua. Mercellus sortit pendant l'entr'acte et ne rentra dans la salle qu'au bout d'un demi-heure.

—D'où viens-tu ? lui dit le sous-préfet.

—Du cafe Riche... Nous aurons un pâté de Chartres..!

—Es-tu fou ?

—Laisse donc, il faut du solide, puisque nous n'avons pas diné...de plus, une galantine, un poulet froid, tout ce qu'il y a de plus desséchant en dessert. J'ai donné mes ordres pour qu'on nous frappât quatre bouteilles de champagne...Gloire à Guillaume Tell ! vive la république !

—Mais tu vas me compromettre.

—Tais-toi, féroce complice des tyrans ! Tu n'auras pas toujours l'honneur de souper avec un bonnetier républicain, un homme aux mœurs antiques, qui possède une ferme dans la Beauce et ne craints pas la loi agraire ! J'oubliais de te dire que nous aurons du moka pur sang et du rhum de la Jamaïque idem.

La toile se baissa. Marcellus triomphant conduisit le fonctionnaire en présence du souper somptueux dont il lui avait indiqué le menu. Bientôt les comestibles disparurent : le champagne pétilla gaîment dans les flûtes : de nouveaux bouchons sautèrent conjointement avec trois boutons de la redingote du bonnetier.

La détonation de la dernière bouteille fut le signal du *nec plus ultra* de Marcellus. Le sous-préfet le vit rouler sous la table.

—Soixante-quinze francs, messieurs ! dit à celui des deux convives qui restait debout, le garçon présentant la note.

Saint-Aurens se fit donner la monaie d'un billet de banque et paya. Puis, avec le secours de cinq à six personne compatissantes, il porta Marcellus sur le boulevart et fit approcher une voiture.

Mais le grand air, au lieu d'achever d'étourdir le bonnetier, parut au contraire lui rendre l'usage des jambes. Il fit un signe négatif au cocher de fiacre qui ouvrait la portière et se mit à rouler, sans trop de zigzags, du côté de la rue Richelieu, forçant le sous-préfet à le suivre.

—Diable ! fit l'autre étonné, ton ivresse ne dure pas long-temps !

——Comme tu vois, mon cher...Hein quel souper ! On ne t'en paiera pas souvent de pareils.

—Qu'entends-tu par ces paroles ?

—Je veux dire que jamais ami ne te régalera comme je viens de te régaler ..Ah ça ! pourquoi ris-tu ? Est-ce que par hasard...

Il se plaça sous un réverbère et procéda sérieusement à l'examen de sa bourse, qui n'avait rien perdu de son enflure.

—Ah ! s'écria-t-il, c'est mal, très mal ! Tu as profité de mon état déplorable...Parole d'honneur, c'est bien humiliant pour moi ! Je me souviendrai de la leçon ; mais c'est égal, je n'aurais jamais cru cela de ta part !...Mon ami, tu me fais beaucoup de peine !

En poussant une foule d'exclamations de cette nature, Marcellus traversa le Carrousel avec Saint-Aurens, qui n'avait rien de mieux à faire que de garder le silence. Lorsqu'ils se trouvèrent en face du pont des Arts, il arrêta brusquement le sous-préfet qu'il voyait fouiller dans sa poche.

—Mille tonnerres ! s'écria-t-il, tu ne pousseras pas la mystification jusqu'au bout !...Depuis ce matin je me trouve assez vexé de ta conduite, et je te jure sur ce que j'ai de plus sacré, sur ma tête et celle de Mme Tonitru, que tu n'est plus mon ami, si tu t'avises de payer le passage ! ! !

Après cette rude mercuriale, le bonnetier s'approcha de l'invalide et lui glissa dans la main...DIX CENTIMES !

Et voilà comment Mercellus Tonitru montra qu'on ne blessait pas impunément son amour-propre et qu'il avait, comme un autre, de la délicatesse de procédés.

EUGENE DE MIRECOURT.

(Du Courrier des Etats-Unis du 7 Mars.)

Au nombre des événemens qui doivent modifier prochainement et profondément les destinées politiques de ce pays, nous devons ranger les négociations qui vont s'ouvrir sur la question de l'Oregon et l'élection présidentielle. Dans un an, presque jour pour jour, le pouvoir exécutif de l'Union aura changé de mains. Et ce ne sera pas seulement un changement de personnes, ce sera probablement aussi un grand changement de principes, du quel dépendra la solution de plusieurs questions graves pour les intérêts de ce pays et pour ceux du reste du monde. Les affaires américaines, en effet, sont devenues, jusqu'à un certain point, des affaires européennes, et cet agrandissement de leur sphère témoigne de celui de la nation. Tant que les Etats-Unis ont pu tailler et couper dans leurs affaires intérieures sans que l'Europe s'en inquiétât c'était une preuve de leur isolement et de leur faiblesse. S'ils ne peuvent aujourd'hui prendre aucune grande mesure politique, commerciale ou financière, sans qu'elle ait son contre-coup de l'autre côté de l'Atlantique, c'est qu'ils font partie intégrante de la famille des nations, et qu'entre eux et elles, il existe mille liens de parenté. Ils sont devenus une des colonnes du grand édifice social, et ils ne sauraient plus être ébranlés sans que l'édifice entier soit ébranlé avec eux. Par exemple, la question de la distribution des terres intéresse l'Europe, parce qu'elle a pour corollaire le paiement des dettes des états transformées en dette nationale ; la question d'une banque nationale intéresse l'Europe, parce qu'elle affecte la sécurité de la circulation monétaire du pays, en l'affermissant suivant les uns, en la mettant en péril suivant les autres ; la question du tarif importe autant au commerce étranger qu'aux consommateurs domestiques ; enfin, toute question d'où peut dépendre la paix ou la guerre de ce pays avec l'Angleterre, que ce soit à propos de l'Oregon ou du Texas, importe à la diplomatie étrangère, en raison non seulement des intérêts commerciaux qui s'y rattachent, mais encore des alliances politiques qui gravitent, dans l'avenir, autour des parties belligérantes.

De ces divers problêmes, celui dont la solution est la plus prochaine, la plus inévitable, a rapport au territoire d'Oregon. Le peuple américain en sent, chaque jour, de plus en plus la gravité. C'est, en effet, le dernier litige territorial existant entre l'Angleterre et son ancienne colonie. Ce litige aplani, leurs limites seront enfin complètement définies, depuis l'Atlantique jusqu'aux Montagnes-Rocheuses et à l'Océan-Pacifique. Soixante et quelques années d'incertitudes et de prétentions opposées seront éclaircies. Ce long procès sera jugé. Mais de ce jugement dépend l'avenir de toute une portion de la confédération américaine. L'ouest plaide pour ses destinées. Et, comme il en comprend la grandeur, il renoncera difficilement à ses droits, ou du moins à ses espérances. Le nom du négociateur, la confiance qui s'attachera à son patriotisme et à son équité, sont, par ces divers motifs, aussi importans que les négociations. Il faut que le juge fasse croire d'avance à la justice, et que le nom de l'homme serve de garantie à son arrêt. Or, il n'y a, suivant nous, que trois hommes placés à la hauteur de ce rôle, dans les Etats-Unis : ce sont MM. Webster, Calhoun et Cass. Encore le premier n'inspire-t-il de confiance qu'à un parti. Les whigs, et les hommes qu'on peut désigner comme décidés d'avance à de grandes concessions pour le maintien de la paix, le demandent pour arbitre. Mais M. Webster a peut-être trop fait preuve de modération pour n'être pas suspect aux exigences de la démocratie. Il faut à celle-ci un homme qui ne puisse être soupçonné de concessions qu'en faveur d'une évidence et d'une équité deux fois acquises. MM. Calhoun et Cass possèdent ces qualités-là ; ils pêchent plutôt par excès que par défaut de patriotisme, et ce défaut-là devrait être une qualité aux yeux de tous les partis, dans les circonstances presentes. Il serait la sauve-garde de leur négociation, si, comme cela est probable, elle doit aboutir forcément, et de la part de quelque négociateur que ce soit, à de communes concessions. Les correspondances de Washington citent un autre nom, celui de M. J. Walker, sénateur du Mississipi, qui serait nommé secrétaire d'état en même temps que M. Mallory, de la Virginie, serait nommé secrétaire de la marine. M. Walker est un démocrate austère, mais quelques personnes doutent que le sénat ratifie ce choix, parce que ses opinions, sur l'incorporation du Texas aux Etats-Unis et sur la question de l'Oregon, sont tellement fermes et connues que ce serait, dit-on, déclarer à l'avance, à l'envoyé des Anglais, qu'il doit se préparer à toutes les concessions et n'en attendre aucune. En ratifiant donc la nomination de M. Walker, le sénat craindrait de paraître se prononcer dans une affaire dont l'examen doit être libre de toute influence, et d'autoriser M. Tyler à s'avancer hardiment dans la voie belliqueuse où on le soupçonne assez désireux d'entrer. Le choix de M. Walker nous paraîtrait moins heureux que celui des deux hommes politiques cités par nous, parce qu'il ne s'attache pas à son nom une autorité aussi grande qu'aux leurs ; mais les raisons qui doivent, dit-on, le desservir devant le sénat lui serviraient à coup sûr, de haute recommandation devant le peuple. Et nous ne savons trop jusqu'à quel point la prudence sénatoriale serait de la bonne politique. Les premières susceptibilités à satisfaire, dans les gouvernemens démocratiques, ce sont celles de l'opinion publique. Il faut leur sacrifier beaucoup *dans la forme*, si l'on veut en obtenir quelque chose *dans le fonds*.

Quoiqu'il en soit, on prête à M. Tyler l'intention arrêtée de remplir les deux vacances de son cabinet exclusivement avec des noms d'hommes du Sud qui partageraient ses opinions sur l'esclavage, le tarif et l'annexion du Texas à laquelle il a fait allusion dans son message et qu'il serait loin d'avoir abandonnée. Cependant les motifs, au moins occasionnels, de ce projet d'annexion paraissent avoir été écartés par une déclaration récente qu'a faite le cabinet anglais en réponse à une note du chargé d'affaires du Texas à Londres. Dans cette réponse, lord Aberdeen dit à M. Ashbel Smith : "Qu'en ne voulant point insinuer que le gouvernement anglais soit dans la disposition d'intervenir improprement dans les affaires du Texas, il n'a fait que rendre justice au gouvernement de S. M. B. ; que rien ne saurait être plus loin de son intention que cette intervention. Mais qu'en faisant cette déclaration, il pense que M. A. Smith connait l'anxiété non interrompue du gouvernement de S. M. de voir l'esclavage aboli, non seulement dans le Texas, mais dans toutes les parties du monde." Que l'Angleterre se borne à ces vœux de philantropie cosmopolite, elle en a le droit, et elle peut même joindre l'exemple au précepte en affranchissant les millions d'esclaves qu'elle possède encore dans ses Indes-Orientales. Mais M. Tyler, qui sait ce que valent les protestations diplomatiques, n'en est pas moins désireux de faire entrer dans son cabinet des hommes qui soient décidés à incorporer, au besoin, le Texas à l'Union, plutôt que de le laisser passer en des mains ennemies. Son désir à cet égard est, dit-on, d'autant plus prononcé que les deux ministres morts si subitement et si fatalement, MM. Upshur et Gilmer, étaient les seuls qui partageâssent sa résolution dans le cabinet également divisé sur ce point. M. Tyler veut rétablir l'équilibre dans son conseil pour parer aux éventualités qui peuvent naître d'ici à la fin de sa présidence.

Du 9 Mars.

Quand nous disions, dans notre dernier numéro, au président Tyler, que le poste de secrétaire d'Etat et les négociations de l'Oregon ne pouvaient être confiés par lui, dans les circonstances présentes qu'à l'un des trois hommes suivants, M. Calhoun, M. Webster, ou le général Cass, nous ne pensions pas que l'événement viendrait justifier sitôt notre opinion. Ce mandat important a été confié à M. Calhoun, dont la nomination a été immédiatement et unanimement confirmée par le sénat. Cette unanimité sénatoriale est d'autant plus honorable pour M. Calhoun, que la majorité de ce corps diffère d'opinions politiques avec lui ; mais tout le monde rend justice à l'intégrité et au patriotisme élevé du grand orateur démocrate. L'acceptation de M. Calhoun est d'autant plus désirable qu'il est le meilleur choix qui pût être fait sur les trois noms que nous avions cités. M. Webster, nous l'avons déjà dit, a contre lui ses souvenirs du traité Ashburton, qui font sa gloire, suivant les uns, mais sa honte, suivant les autres. Le général Cass avait, au point de vue des considérations diplomatiques, le tort de s'être prononcé trop ouvertement et trop belliqueusement à propos du traité Ashburton, dans la protestation qu'il publia à Paris en sa qualité d'ambassadeur. M. Calhoun, au contraire, a, au même point de vue, l'avantage d'avoir fait preuve d'une grande modération en défendant l'œuvre de M. Webster dans le sénat, et son patriotisme est tellement garanti, d'autre part, que la tendance pacifique montrée par lui en cette occasion n'a pas même donné lieu à une seule accusation, à un seul doute. Nul homme d'état n'est donc mieux placé que lui vis-à-vis du négociateur britannique et de l'opinion nationale. Son entrée dans le cabinet ne sera pas moins précieuse à M. Tyler sous d'autres rapports. Tous deux hommes du Sud, ils partagent les mêmes vues sur la plupart des grandes questions politiques du moment, celles du revenu, des banques, des terres publiques et probablement aussi sur celle de l'incorporation du Texas à l'Union, dans le cas où cette incorporation deviendrait nécessaire aux intérêts américains. L'entrée de M. Calhoun dans le cabinet va donc apporter un puissant auxiliaire à M. Tyler, et former entre son parti et celui du compétiteur de M. Van Buren une alliance qui peut être d'une certaine gravité pour ce dernier. Les principes démocratiques y gagneront, car l'administration, jusqu'à présent indécise dans son culte, leur sera conquise par la prépondérance de M. Calhoun, mais le candidat régulier de la majorité du parti démocrate pourra bien personnellement y perdre. Il est probable, en effet, que la nouvelle position de M. Calhoun, en mettant à sa disposion toute l'influence gouvernementale, réveillera son ambition et le portera à se retirer moins que jamais de la lice présidentielle. En même tems que la place laissée vacante dans le cabinet par la mort de M. Upshur à été donnée à M. Calhoun, celle laissée vacante par la mort de M. Gilmer, dans le département de la marine, a été donné, dit-on, à M. Mason, de la Virginie, démocrate indépendant et influent. Un autre démocrate du parti Calhoun, M. Shannon, gouverneur de l'Ohio, aurait été nommé ministre à Mexico, et la place toujours vacante du juge de la cour suprême aurait été offerte à M. Silas Wright, l'un des chefs du parti locofoco de l'état de New-York. Ces divers choix indiquent que l'administration a fait un pas décisif du côté de la démocratie et surtout de la démocratie calhouniste. C'est probablement parce qu'il a senti la force de cette tendance formidable à M. Van Buren, que M. Silas Wright a refusé dit-on, d'y ajouter son alliance ou sa neutralité.

M. Calhoun ne va pas avoir à négocier seulement à propos du territoire de l'Oregon avec M. Packenham. Il existe entre l'Angleterre et les Etats-Unis une autre difficulté qui ne peut que gagner en gravité par la prépondérance acquise aux hommes du Sud dans le cabinet de Washington. Cette difficulté est née de l'exécution de l'article X du traité Ashburton. Cet article a stipulé que les deux pays s'engageaient à se livrer réciproquement les criminels échappés à leur justice, pourvu que le fait dont ils seraient accusés fût reconnu comme crime par les lois en vigueur dans le lieu où ils auraient trouvé refuge. On sait que des esclaves se sont échappés de la Floride après avoir volé et assassiné, et qu'ils se sont réfugiés à New-Providence, dans l'une des îles Bahama appartenant à l'Angleterre. Les autorités de la Floride ont réclamé leur extradition sur un *indictement* ou acte d'accusation dans lequel étaient énumérés leurs méfaits. Mais au moment où les juges de New-Providence délibéraient pour savoir s'ils feraient droit ou non à cette requête, un rassemblement avait lieu sous le nez de la cour, comme a dit un représentant américain, et déclarait que si la cour ordonnait l'extradition le peuple était décidé à l'empêcher par la force. Soit intimidation, soit conviction, la cour refusa l'extradition par des raisons motivées dont le résumé est que un *indictement* ne peut être admis, par lui-même, comme évidence ; qu'il ne suffit pas de savoir qu'un jury américain a trouvé les accusés coupables, que les juges anglais doivent reconnaître le fondement de cette culpabilité ; que ce qui peut constituer le crime de meurtre dans la Floride, peut n'être pas regardé ainsi, par la loi anglaise, ou même par la loi des Etats du Nord de l'Union. Cette interprétation des juges de N. Providence a été l'objet de notes diplomatiques échangées entre les deux gouvernemens, et qui n'ont encore amené aucun résultat. Impatienté de ces retards, qu'il regarde comme un déni de justice et une violation du Xe article du traité anglo-américain, M. Levy, représentant de la Floride, a évoqué ce sujet délicat à la barre de la chambre des représentans, en demandant que le gouvernement de Washington signifiât à celui de Londres l'annulation de cette stipulation dérisoire d'extradition, qui peut cesser sur la notification de l'une des parties contractantes...

(Du Canadien.)

NOUVEAU-BRUNSWICK.

L'adresse au gouverneur-général. — Infraction de priviléges.—Deux journalistes emprisonnés.—Nous avons publié une adresse que l'assemblée du Nouveau-Brunswick a votée à sir CHARLES METCALFE, en approbation de sa résistance aux prétentions, comme on les appelle, de ses conseillers responsables, soutenus par l'assemblée législative du Canada. Il s'en faut bien que cette intervention peu convenante, pour ne rien dire de plus, des représentants d'une province dans les affaires d'une autre où ils n'ont rien à voir, soit généralement approuvée dans le Nouveau-Brunswick. Un journal d'ordinaire très-impartial et très-modéré en politique s'exprime ainsi en parlant de cette adresse :

"Près de trois jours ont été employés en débats sur l'adresse au gouverneur-général, ce qui en fait la plus *chère* adresse qui ait jamais été présentée à un gouverneur. On estime que les dépenses de l'assemblée, quand elle est en session, se montent à £100 par jour ; de sorte que les trois jours employés de cette manière ont dû coûter au pays la jolie petite somme de £300 ! Nous aimons à voir déployer des sentiments de patriotisme et de loyauté quand l'occasion le demande, et que le public n'en souffre point ; mais employer trois jours à débattre une telle question, au détriment des affaires du pays, c'est une insulte faite au corps électoral de la province."

L'adresse, quoique votée par les deux tiers de la Chambre, avait été combattue, entr'autres, par l'honorable M. WILMONT, contre lequel on a déchaîné en conséquence toute la meute ultra-loyale, et voici ce qui est arrivé.

"Dans le *Loyalist* du 23 février, dit le *New-Brunswicker*, il parut un article des plus atroces dirigé contre l'honorable M. Wilmont à propos de sa conduite relativement à l'adresse à sir Charles Metcalfe. Samedi dernier, l'attention de la chambre fut appelée sur cet écrit par le colonel Allen, mais les portes étant fermées, nous n'avons pu savoir ce qui se passa. Lundi, l'affaire fut reprise à huis clos, et le résultat fut un mandat du président au sergent d'armes, lui enjoignant d'amener à la barre MM. Doak et Hill, rédacteurs et éditeurs du *Loyalist*. Ils arrivèrent bientôt sous sa garde, et étant placés à la barre de la chambre, on leur demanda s'ils étaient conjointement et individuellement éditeurs de ce journal ; et sur leur réponse affirmatives, on leur ordonna de se retirer. Il fut alors proposé qu'ils fussent incarcérés, pour infraction des priviléges de la chambre, et tous les membres présents, excepté M. J. A. Street, votèrent pour la motion.

"MM. Doak et Hill furent aussitôt encagés. Le lendemain, par le ministère de M. D. S. Kery, leur avocat, ils obtinrent un *habeas corpus* enjoignant au sheriff du comté d'York de les amener devant le juge Carter. Le sheriff répondit à cette injonction que les prisonniers étaient sous sa garde en vertu d'un papier signé *John Weldon, speaker*, dont il annexa copie.

"Sur cette réponse, on requit la mise en liberté des prisonniers, par la raison qu'une assemblée coloniale n'a pas le pouvoir d'emprisonner pour une infraction de ses priviléges commise hors de sa présence, et l'on cita le cas récent de Kielley contre Carson comme un précédent parfaitement applicable. Dans ce cas, une action avait été intentée contre le président de l'assemblée de Terreneuve pour emprisonnement illégal dans des circonstances analogues, et l'affaire ayant été portée devant le comité judiciaire du conseil privé en Angleterre, il fut décidé que les assemblées coloniales n'ont pas le pouvoir d'emprisonner si ce n'est pour des actes d'irrévérence commis en leur présence, de même que les cours de justice.

"M. le juge Carter différa sa décision jusqu'à ce qu'il pût consulter le juges en chef et les autres juges,

ur une affaire aussi importante, et il leur écrivit aussitôt pour avoir leurs opinions. En attendant, MM. Doak et Hill sont étroitement incarcérés dans la prison de Frédéricton. Ils seront sans doute libérés sans délai, si les juges prennent pour guide la décision dans l'affaire Kielley contre Carson; sinon ils resteront en prison jusqu'à la fin de la session actuelle de l'assemblée, et ils intenteront alors une action contre son président pour emprisonnement illégal.

ILE DU PRINCE EDOUARD.

Républicanisme.—Dans une discussion qui a récemment eu lieu au conseil législatif de cette île au sujet de la protection des pêcheries locales contre les empiétements des pêcheurs américains, l'honorable M. Brecken ayant dit que ces pêcheurs, abusant du privilége que leur accorde le traité, d'entrer dans les ports de l'île pour y prendre du bois et de l'eau, y exercent la contrebande au grand détriment du revenu; l'honorable M. Young ajouta: "Il est un autre mal encore plus grand, contre lequel il faut se prémunir, que celui signalé par l'honorable M. Brecken: c'est la facilité que le privilége d'entrer dans nos ports donne à ces voisins ambitieux pour disséminer leurs opinions républicaines parmi notre peuple."

M. Brecken reprit: "Le nombre de ceux qui parmi nous sont infectés de ces opinions est déjà de beaucoup trop grand. Je concéderais volontiers aux pêcheurs yankees une liberté parfaite d'entrer dans nos hâvres, pourvu que leur objet principal, en y entrant, fût d'emmener ce dont nous pourrons si bien nous passer, *des cargaisons successives de leurs amis républicains.*"

LA MINERVE.

Lundi soir, 18 Mars 1844.

DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEUR, ET DE SON CONSEIL PROVISOIRE.

"En d'autres mots, c'était exiger que le patronage de la couronne fût cédé au conseil."

"Le gouverneur général repliqua qu'il ne ferait aucune stipulation semblable, et qu'il ne pouvait dégrader le caractère de sa charge."

"Il est étonné de voir qu'elle (la résignation) est maintenant attribuée à *une prétendue* différence d'opinion sur *la théorie du gouvernement responsable.*"

"Demande (celle relative au patronage) basée sur l'interprétation donnée par quelques uns de ces messieurs (les ministres) sur *ce qu'ils comprennent par gouvernement responsable*"

"Il fut émis diverses opinions sur la théorie abstraite de cette question (celle du gouvernement responsable) qui n'est pas encore bien définie *quant à son application à une colonie.*" (*Extraits de la réponse de sir Charles Metcalfe à la note de M. La Fontaine.*)

"C'eut été leur abandonner le patronage de la couronne."

"La question du gouvernement responsable n'était, sous aucun autre rapport, impliquée dans leur résignation."

"Il est aussi virtuellement responsable *au peuple de cette colonie*, et cela *pratiquement* PLUS MEME QU'ENVERS LA METROPOLE."

"Qu'il doit être compétent de la part du conseil d'offrir son avis *en chaque occasion*, quant au patronage ou autrement, et que le gouverneur doit le recevoir avec l'attention due à ses aviseurs constitutionnels, et se consulter avec eux dans tous les cas d'une importance *suffisante*."

"Le gouvernement de Sa Majesté n'a aucun désir d'exercer d'intervention *non nécessaire* dans vos affaires locales; mais il ne peut jamais consentir *à l'abaissement de l'honneur ou de la dignité de la couronne.*" (*Réponse de sir Charles Metcalfe aux préfet et conseillers municipaux de Gore.*)

Il est évident, d'après ce qui précède, que le gouverneur-général n'avait pas une idée bien nette et bien exacte de la doctrine du gouvernement responsable, quand il s'agissait de l'appliquer au pays. Dans son esprit le contrôle du patronage public par l'administration canadienne n'était pas partie intégrante et essentielle du gouvernement responsable. Il interprète la simple acceptation de ce contrôle légitime comme équivalant à l'avilissement de sa charge. Cela porterait à croire qu'il n'avait pas une connaissance suffisante des résolutions de 1841, qui établissent pourtant d'une manière assez ample que les affaires du pays ne peuvent être administrées qu'avec l'avis et l'assistance des ministres. Et certes sans cela à quoi seraient-ils bons? A servir d'écran au gouverneur? Peut-être s'imaginait-il que les emplois publics ne tombaient pas dans le domaine des affaires du pays? Sinon que pouvait signifier son étonnement que les ministres attribuassent leur abdication du pouvoir à la doctrine de la responsabilité? et sa prétention que la différence d'opinion sur cette théorie n'était que *prétendue*, ou chimérique? Comment aussi entendre ces mots: "Le gouvernement de Sa Majesté n'a aucun désir d'exercer d'intervention *non nécessaire* dans vos affaires locales; mais il ne peut jamais consentir *à l'abaissement* de l'honneur et de la dignité de la Couronne"? D'abord le gouvernement de Sa Majesté sait parfaitement bien que les ministres exercent, en Angleterre, un contrôle plein et entier sur toutes les nominations aux emplois, sauf quelques exceptions rares et sans importance politique. Comment donc le gouvernement de Sa Majesté peut-il prétendre que l'exercice du même contrôle par les conseillers provinciaux sur les nominations aux emplois dans la colonie puisse être un *abaissement* pour la couronne? Serait-ce qu'il ne regarderait pas son "intervention" comme "non nécessaire" dans la distribution des emplois de la colonie. En ce cas tout ce qui resterait à faire pour amener Son Excellence et le gouvernement de Sa Majesté dans la bonne voie, ce serait tout simplement de leur faire voir que dans "nos affaires locales" sont compris les emplois, vérité qui est trop évidente pour qu'il soit possible de ne pas la saisir sur le champ, et qui du reste a déjà été trop bien démontrée et qui est trop bien reconnue pour qu'il soit nécessaire de faire ici autre chose que la mentionner purement et simplement. En effet il est impossible de séparer l'idée des emplois publics, dans la colonie, de nos affaires locales. Dès-lors, non-seulement l'exercice du contrôle de ces emplois par les ministres canadiens ne serait pas et ne peut être un "abaissement de l'honneur de la couronne", mais l'intervention du gouvernement de Sa Majesté même en ce cas est "non-nécessaire" et serait une violation de nos droits constitutionnels, en ce qu'elle pourrait avoir le funeste effet de contrarier le vœu de la majorité dans les limites mêmes de notre constitution. Ainsi il est clair que "l'interprétation donnée par quelques uns de ces messieurs (les ministres résignans) *sur ce qu'ils comprennent par gouvernement responsable*", pour nous servir des termes de Son Excellence, était parfaitement correcte et justifiait leurs prétentions. Il est clair aussi qu'il ne régnait pas une "*prétendue* différence d'opinion" entre les ministres et le gouverneur "sur la *théorie* du gouvernement responsable", mais que cette différence était réelle et était même passée dans la *pratique*. Il est également clair que les ministres ont bien fait de résigner sur le principe même, et qu'ils auraient trompé le pays en n'invoquant que de simples faits dégagés de tout indice que le principe fût en question.

Maintenant on doit pouvoir juger de la sagesse et de la prudence de ceux qui prêtent un appui aux vues du pouvoir, et qui, au moyen d'une prétendue violation des formes parlementaires, fût-elle d'ailleurs on ne peut plus constante, s'imaginent pouvoir assez en imposer au bon sens du public pour justifier le monstrueux état de choses actuel.

On a depuis déjà quelques temps essayé de faire croire à la conversion du pouvoir à la vraie doctrine du gouvernement responsable. C'est encore là un des nombreux subterfuges auxquels nos adversaires ont recours pour faire prendre le change au peuple. Bien loin d'être ainsi converti, il y a au contraire aggravation de la part du pouvoir ainsi que nous l'avons déjà démontré. Il n'a tenu aucun compte des vœux exprimés par la majorité lors du vote de confiance dans les ministres résignans. C'était déja là une violation de notre constitution. Depuis, cette violation flagrante n'a pas cessé un seul instant; elle se continue et s'aggrave de jour en jour. Le pays est privé d'une administration selon les résolutions de 1841, et le sera aussi longtemps qu'on n'aura tenu aucun compte des vœux des représentans du peuple. Deja les nominations les plus impopulaires ont été faites. On a même porté atteinte à la franchise élective., cette grande bâse des libertés publiques. Des appels aux passions et aux préjugés ont été faits jusque dans les réponses du gouverneur aux adresses qui lui ont été présentées depuis la résignation du ministère. En descendant dans l'arène politique, il s'est constitué lui-même agitateur et chef d'un parti, du parti de la minorité! L'ancienne oligarchie renaît de ses cendres et déjà s'apprête à ressaisir le pouvoir! La prophétie de Wakefield est peut-être sur le point de se réaliser. Singulière conversion vraiment que celle qui amène et qui tolère un pareil ordre de choses! Mais sir C. Metcalfe est lui-même le premier à donner par ses paroles comme par ces actes le dementi à cette prétendue conversion. Témoins ses réponses aux gens de Gore et de Brock, et jusqu'à celle que S. Excellence vient de faire à une adresse qui lui est venue du deuxième arrondissement d'York, réponse qui semble faite toute exprès pour exposer la fausseté de la prétention en question. Son Excellence, après avoir fait voir qu'il persiste dans sans conduite vis-à-vis des ministres résignans dit en termes formels "qu'il ne pouvait consentir à dégrader l'emploi de représentant de Sa Majesté au point de devenir un simple instrument dans les mains d'un parti." On sait qu'il fait ici allusion à la majorité. Et plus loin il ajoute: "S'il était nécessaire de citer quelque preuve de mon anxiété à conduire le gouvernement suivant le système de la responsabilité, on la trouverait dans le délai qui s'est écoulé pour compléter le conseil exécutif, par suite uniquement de mon désir de former un conseil tel que, possédant ma confiance, il pourrait aussi probablement (*likely*) obtenir celle des représentans du peuple."

Ce qui précède est une preuve bien frappante que sir Charles persiste à ne tenir aucun compte des vœux déjà exprimés par ces représentans du peuple dont il parle, et que leur confiance n'est pas en dernière analyse la mesure sur laquelle doit se régler la marche du gouvernement, comme cela doit être, constitutionnellement, mais que cette confiance de la représentation nationale ne doit être, suivant sir Charles, qu'accessoire et subsidiaire à celle du gouverneur! Ce qu'il faut à sir Charles avant tout ce sont des hommes en qui il puisse lui avoir confiance, sauf à obtenir, s'ils le peuvent ensuite, celle de la majorité. Voilà, voilà le *gouvernement responsable* de nos adversaires. Le gouverneur, c'est tout, le peuple rien; si, il est le serviteur du premier!

Que dire maintenant de M. D. B. Viger? Souscrit il à toutes ces doctrines du pouvoir dont il fait partie? Car quoique nous avons le regret de le voir partager une erreur qui ne peut à la fin qu'avoir les conséquences les plus désastreuses pour le pays, s'il y persiste, nous nous refusons à l'idée de croire qu'il puisse sciemment combattre le gouvernement responsable dont nous l'avions toujours cru partisan même depuis la résignation des ministres. Encore quelques jours, et nous saurons à quoi nous en tenir définitivement sur le compte de ce monsieur.

Les assemblées.—Un correspondant du *Herald* se plaint de ce que, dans notre feuille de *jeudi*, nous avons dit que jusqu'à présent aucun tumulte n'avait eu lieu aux assemblées, tandis que, ajoute l'écrivain, *mercredi soir* des électeurs de M. Drummond ont été troubler un *meeting* des amis de M. Molson qui avait lieu dans Griffintown. Nous ignorions ce fait, qui d'ailleurs n'avait pas eu assez de retentissement, du jour au lendemain, pour que toute la ville en fut informée. Il y a donc malice de la part du correspondant du *Herald*, qui se déclare partisan de M. Molson, *a Molson man*, de nous faire intervenir dans cette circonstance, puisque nous n'avons jamais rien dit qui puisse justifier le moindre reproche. Au contraire, aussitôt que nous avons appris ce fait, nous avons prié ceux qui portent la parole aux assemblées, d'enjoindre à leurs amis de s'abstenir d'assister aux assemblées adverses, parce que l'agitation allant toujours croissant il pourrait en résulter quelques rixes qui auraient de fâcheux résultats. Vû ce qui vient d'arriver, il est à espérer que les chefs des deux partis voudront bien recommander à leurs amis respectifs de s'abstenir d'assister aux assemblées de leurs adversaires. On doit éviter le contact autant que possible au moins jusqu'au jour de l'election. Tant que les deux partis seront séparés, il n'y aura rien à craindre pour la tranquilité publique.

Mais avant d'adresser des reproches aux autres, on devrait se tenir sur ses gardes, et bien examiner ce qui se passe chez soi. Les journaux amis de M. Molson se sont fort scandalisés de ce qu'à la suite d'une assemblée à l'Hôtel Nelson, les amis de M. Drummond avaient reconduit leur candidat jusqu'à sa demeure. D'après les reproches amères qui ont été lancés contre ceux qui s'étaient rendus *coupables* de cette démonstration on aurait pu s'attendre à ce que le parti de M. Molson se serait montré plus sage; point du tout. Après une assemblée tenue vendredi soir à l'Hôtel Steller, les partisans de M. Molson se sont rangés en file et ont accompagné leur candidat jusqu'à la brasserie. Il est vrai qu'il ne s'est poussé qu'un *seul houra*, durant le trajet, mais il a duré depuis le faubourg St. Laurent jusqu'au bas du faubourg Québec! Ce que c'est que l'enthousiasme! Mais ne faites donc pas de reproches aux autres, si vous tombez dans *les mêmes excès!*

Encore si on s'était borné à cette longue promenade, et à ces acclamations joyeuses. Mais il y a plus, à leur retour en ville quelque uns des amis de M. Molson se sont portés jusqu'à la demeure de M. Hincks, et là les *houras* ont été changés en *groans*, expression anglaise qu'on traduit ici par *grognements*, car ce cri ressemble à celui de l'animal immonde.

Voilà un fait que le correspondant du *Herald* ne pourra nier. Sont-ce là les moyens qu'on doit employer pour prévenir les désordres que ces mêmes amis de M. Molson redoutent tant à la prochaine élection! Quels sont les agresseurs en cette occasion, comme dans tant d'autres!.... le parti qui a toujours été et qui sera toujours l'ennemi des libertés canadiennes.

Nous avons, dans notre dernière feuille, fait allusion à la différence numérique qui existe entre les assemblées qui ont lieu en faveur des deux candidats. Nous avons mentionné celle des amis de M. Molson, qui s'est tenue lundi dernier à l'hôtel Bottazini, marché à foin. Eh bien! la chambre, quoique de petite dimension, a pu contenir à l'aise tous les assistans. A l'assemblée des partisans de M. Drummond, tenue à la même place vendredi soir, l'appartement était rempli, et plusieurs centaines de personnes ont été forcées de rester dans la rue!! Il en a été ainsi de toutes les réunions du candidat populaire, du candidat qui s'annonce en faveur du vrai gouvernement responsable, tel que le peuple l'entend, tel que le peuple le désire.

D'après de semblables manifestations si souvent réitérées, peut-on maintenant se méprendre sur le vœu des électeurs; qui oserait nier que la majorité ne se trouve pas maintenant en faveur de M. Drummond? Quels sont les Canadiens qui se trouvent dans les rangs tory? le nombre en est bien minime. Qui voit-on dans les assemblées pour *seconder* les résolutions (car on ne leur permet pas d'en *proposer*?...) trois ou quatre noms usés qui figurent tous les soirs, et toujours les mêmes. La disette doit être bien grande chez nos adversaires!

Cependant le candidat populaire n'est pas millionnaire comme M Molson. Il ne promet rien! il ne donne rien! Quels sont donc ses titres à la confiance du peuple?....Son passé, et la garantie qu'il nous offre de maintenir le gouvernement responsable dans toute sa pureté, suivant les résolutions de 1841, un gouvernement de majorité, et non pas un fantome de *responsabilité*, tel qu'annoncé aux gens de GORE, et tel que M. Molson le désire d'après son adresse à ses électeurs. La différence qui existe entre ces deux documents est assez connue pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Les électeurs indépendants de Montréal et le pays entier l'a déjà appréciée cette différence.

C'est en vain que le parti opposé cherche à semer la division dans nos rangs, soit par les menaces ou les promesses. C'est en vain qu'on cherche à inspirer des craintes, à répandre la terreur dans les rangs des réformistes; ils connaissent leurs droits; ils feront leur devoir. L'empressement qu'ils témoignent à se rendre aux assemblées, prouve qu'ils ne se laisseront pas intimider par de puériles démonstrations.

On a osé parler d'intrigues de la part des réformistes, mais à quelle extrémité ne s'est-on pas déjà porté dans les rangs tories. Que signifie cette somme qui a déjà été souscrite *pour payer les dépenses de l'élection!* Que signifient ces conciliabules qui se tiennent presque tous les soirs chez M. Viger. Si nous portons cette accusation contre le vénérable ami du pays, de tenir ainsi chez lui des assemblées pour *confesser* les électeurs, c'est qu'il est à notre connaissance qu'un certain ex-avocat parcoure les rues de Montréal journellement pour faire les invitations. D'ailleurs, il est maintenant notoire que M. Viger s'est declaré partisan de M. Molson, au grand étonnement de toute la population de Montréal et du pays entier.

Puis on accuse le parti réformiste d'avoir recours à des intrigues, de répandre le mensonge et la calomnie! Eh! bon Dieu, lorsqu'il y a tant de vérités écrasantes à mettre au jour pour confondre nos adversaires, pourquoi aurait-on recours au mensonge?.... La vérité, et rien que la vérité suffit. Il existe tant de choses à mettre sous les yeux du lecteur, pour le convaincre de la pureté des motifs de ceux qui soutiennent la cause du vrai gouvernement responsable, que malgré toute la bonne volonté, il a été impossible de toutes les énumérer. Mais l'opinion publique a déjà fait justice du parti qui voudrait s'élever sur nos ruines, en semant la discorde dans nos rangs. Déjà l'opinion du peuple s'est manifestée assez pour laisser appercevoir d'un bout à l'autre de la province, qu'en cette occasion, comme dans tant d'autres, jamais, la haine, la vengeance ou la vanité ne feront de prosélytes.

P. S.—Nous trouvons dans les journaux anglais de ce matin quelques détails sur les scenes de vendredi soir et sur les procédés de l'assemblée du faubourg St. Laurent.

On lit ce qui suit dans le *Times*:—

"Quelques centaines de personnes après avoir laissé M. Molson chez lui, allérent faire visite à M. Hincks et elles le complimentérent par des *groans* (grognemens) et des sifflements."

Le *Times*, dans quelques lignes qu'il ajoute, condamne cette maniere de *complimenter* les gens. C'est fort honnête de sa part. Puis il ajoute: qu'il y a déjà assez de mauvaises dispositions sans les augmenter par de semblables moyens."

Le *Morning Courier* donne tout au long les procédés de l'assemblée, et il dit dans un autre paragraphe:—

"Après l'assemblée des amis de M. Molson, ils insistérent à aller le reconduire chez lui, comme tribut de respect envers l'homme de leur choix. Le cheval fut délelé de la voiture, et il fut reconduit chez lui (M. Molson,) suivant la bonne vieille coutume anglaise, et *environ* 1000 personnes, quatre de front suivaient la procession." Sans compter celles qui trainaient la voiture. "Une halte fut faite en passant vis-à-vis la résidence de l'honorable D. B. Viger, et trois *lusty british cheers* furent poussés pour le vieux vénérable champion de la constitution. En revenant trois, *cheers* furent donnés sur la place Dalhousie, à l'honorable George Moffatt, notre ancien et respectable membre."

Le Courrier ne dit pas que tous ces gens étaient armés de batons, il ne dit rien des *compliments* qui furent faits à l'honorable M. Hincks. Peut-être ignorait-il que ses amis avaient poussé aussi loin les égards et la politesse.

Voici maintenant une analyse des procédés de l'assemblée que nous tirons du *Courier*:

"Les amis de M. Molson se sont réunis à l'hôtel Steller vendredi soir; la plate-forme était encombrée de marchands et de citoyens de la premiere respectabilité, et la place au-dessous remplie par *plus de mille* personnes, qui exprimaient leur détermination de soutenir M. Molson comme étant la personne la plus propre à représenter les intérets mercantiles, manufacturiers, et agricoles; que ses électeurs sont disposés à supporter leur candidat par tous les moyens honorables et pacifiques, mais qu'ils résisteront aux amis de M. Drummond s'ils se mêlent d'une maniere inconvenable de leurs délibérations. Le *Courier* fait ensuite allusion à une circonstance où on accuse les amis de M. Drummond d'avoir pris possession de la sale où se tenait une assemblée présidée par M. Bellingham, et de l'en avoir chassé ainsi que ses amis; il rapporte aussi qu'une assemblée avait été interronpue dans Griffintown.

"Sur motion de J. G. M'Kenzie, écuyer, M. J. B. Maçon est appelé au fauteuil, et M. G. H. Cherrier comme secrétaire. La première résolution est proposée par John Jones, écuyer, et secondée par John Macdonell, écuyer, avocat. Cette résolution exprime du respect pour l'hon. D. B Viger qui supporte sir Charles Metcalfe et les résolutions de 1841!

La 2d résolution est proposée par H. L. Routh, écuyer, et secondée par John Glennon, écuyer. Cette dernière résolution dit que la personne appelée à représenter la cité doit être un homme versé dans les affaires mercantiles, libéral, indépendant et de *principes constitutionnels*.

Nous apprenons avec plaisir, qu'à l'assemblée des amis de M. Drummond, tenue vendredi soir, les principaux orateurs qui ont porté la parole en cette occasion, et M. Drummond lui-même ont recommandé aux partisans de ce dernier de s'abstenir d'assister aux *meetings* de M. Molson. Il est à espérer que cette injonction sera suivie strictement, comme de leur côté, il est à présumer que les amis de M. Molson voudront bien en faire autant.

Plusieurs excellents discours furent prononcés à cette assemblée et entre autres par M. MARTEL, marchand de cette ville. Nous aimons à citer ce fait parce qu'on reproche, et avec quelque raison, à nos jeunes compatriotes de ne pas se livrer assez aux affaires publiques. M. Martel a prouvé en cette occasion qu'il était parfaitement au fait de la grande question qui agite le pays, et il s'expliqua avec une élocution et une logique qui lui font vraiment beaucoup d'honneur.

Si comme on nous l'annonce, cette élection doit être chaudement contestée, et qu'il doive en résulter du tumulte et des rixes, du moins tachons de retarder autant que possible ces scènes dégoutantes et brutales qui n'ont lieu que sous le système d'élection que nous suivons. Le mode de recueillir les suffrages par scrutin éloignerait les discordes. Mais il est écrit que nous n'obtiendrons pas de sitôt cette sage coutume.

On ignore encore le nom de la personne qui voudra bien accepter la charge d'officier-rapporteur pour la prochaine élection. Nous convenons qu'il n'est pas facile de rencontrer à Montréal une personne qui ne se soit pas prononcée sur la grande question qui agite le pays, mais il nous semble qu'il n'est pas nécessaire de choisir l'officier-rapporteur parmi les individus qui sont montés sur les tréteaux pour se déclarer partisant de l'un des deux candidats.

Assemblée de St. Nicolas.

Le *Journal de Québec* dit que les résolutions passées à cette assemblée lui ont été adressées par un certain correspondant qui signe P. A. D., connu pour être "un employé *de bas étage* du gouvernement. Ainsi, ajoute-t-il, il n'y a rien d'étonnant que les résolutions de l'assemblée *déférent la distribution des places* à LA COURONNE EXCLUSIVEMENT; il fait bien de travailler pour ceux qui l'emploient; c'est dire: *souvenez-vous de moi, etc.*"

Oui, ce pauvre P. A. D***** malgré son zèle, n'a pas été heureux; il a frappé à toutes les portes des administrations, depuis longues années, et on ne s'est pas encore *souvenu de lui*. Mais voici une occasion favorable, il ne se sera pas cette fois trémoussé pour rien, en trompant la bonne foi de braves gens, qui éloignés du siége des affaires, n'avaient pas été, peut être, à même de les apprécier sous le vrai point de vue.

"P. A. D., prévoit ce qui doit arriver, il prédit ce qu'on va lui dire; car sa conscience précède les faits. "Que vont maintenant dire les feuilles opposées à M. Viger?" dit-il. "Elles vont essayer de diminuer l'importance de cette démonstration toute populaire, la réduire à une affaire de coterie, etc." Nous n'avons rien à ajouter à cela.

Le *British Whig* dit que le Dr. Ryerson, du *Victoria College* de Cobourg, doit être Surintendant en chef de l'éducation, avec un siége dans le conseil exécutif.

Nous avons reçu une excellente lithographie représentant le gouverneur général sir Charles Metcalfe. On dit que le portrait de Son Excellence est très resemblant. L'exécution en est belle. Le dessin est excuté par M. Lockwood et le tirage par M. Mathews. Ce portrait est a vendre chez MM. Armour et Ramsay.

M. MORIN.—Nous recommandons à l'attention de nos lecteurs les deux annonces de l'honorable M. MORIN, qui se trouvent dans une autre colonne. M. MORIN avertie qu'il s'établit à Montréal comme avocat, et de plus qu'il se chargera de faire valoir les réclamations des Miliciens qui n'ont pas encore obtenu leurs terres. Il est inutile de recommender à ceux qui ont besoins du ministère de M. MORIN de lui confier leurs affaires, on est assuré d'avance qu'elles seront entre bonne main.

Incendie.—Nous regrettons beaucoup d'avoir à annoncer la destruction, par le feu, de l'imprimerie de notre estimable confrere, M. Aubin, qui a eu lieu à Québec vendredi dernier vers 4 heures du matin. Ce déplorable accident va sans doute suspendre la publication du *Fantasque* et du *Castor*, deux journaux qui marchaient dans les rangs réformistes et qui étaient habilement rédigés. Nous espérons cependant que l'interruption ne sera que momentannée.

La maison appartenait à dame veuve Drolet, et était assurée pour £500.

Le *Canadien* arrivé ce matin nous fournit les détails suivants: "Ce qui est affligeant, ce qui excite une sympathie universelle dans Québec, c'est que M. Aubin, qui n'avait rien d'assuré, a perdu tout son ménage, son matériel d'imprimerie, ses papiers, enfin tout ce qu'il possédait. Outre le *Fantasque* et le *Castor*, qu'il rédigeait et imprimait lui-même, il imprimait aussi le *Quebec Times*, dont le numéro qui devait paraître demain était prêt à mettre sous presse. L'industrie et la persévérance avec lesquelles il avait si long temps lutté contre les difficultés inséparables de la création d'un pareil établissement dans ce pays ne lui fesaient pas moins d'honneur que ses talents si brillants et si variés, et il se voit privé en un instant de tout le fruit de ses longs et pénibles travaux. Nous sera-t-il permis des suggérer que la sympathie publique ne devrait pas être un sentiment stérile à son égard? C'est une suggession que nons prenons la liberté de soumettre à la société Saint-Jean-Baptiste qui lui doit en grande partie son organisation. Parmi les papiers de M. Aubin se trouvaient les régistres de cette société, dont il est secrétaire archiviste; mais cette perte est facilement réparable."

Nous espérons que cet appel à la bienveillance aura du retentissement à Montréal, et que la partie libérale et éclairée de nos concitoyens s'empressera de tendre la main à l'industrie et à la persévérance dans le malheur.

Il y aura une assemblée spéciale du Conseil de ville Vendredi prochain, le 22 du courant, 7 heures P. M.

Association de la Délivrance.

M. Fabre, trésorier de l'Association de la Délivrance a reçu les sommes suivantes depuis notre dernière publication:—

Paroisse de St. André, comté de Kamouraska, par Pierre Canac dit Marquis écr, et par l'entremise de l'hon. A. Dionne.	£6	11	0
Paroisse de Bécancour, par Louis Landry, écuyer, nouvel à-compte.	0	15	0

DISTRICT DE MONTREAL.

Liste des Paroisses qui n'ont pas encore fait de retour au trésorier, de la collecte pour les exilés

St. Laurent	Ste. Scholastique.
Lachine	St. Hermas.
Sault-aux-Recollets	Petite Nation.
Ile Perrot	Rigaud
St. Martin	St. Policarpe.
St. Vincent de Paul	St. Anicet.
St. Barthélemy	St. Thimothée.
Village d'Industrie	St. Clément.
Ste. Elizabethe	St. Jean Chrysostôme.
St. Thomas	Ste. Philoméne.
St. Gabriel	St. Philippe.
Lavaltrie	St. Jacques le mineur.
Lanoraie	St. Valentin.
St. Sulpice	St Hilaire
St. Paul	St. Grégroire
St. Ambroise de Kildare	St. Jean Baptiste
Ste. Mélanie	St. Charles
Repentigny	Sorel
L'Assomption	Isle du Pads
St. Lin	Ste. Rosalie
St. Esprit	St. Dominique
St. Henri	St. Jude
Lachenaie	St. Barnabé
Ste. Anne des Plaines	St. Simon
St. Augustin	St. Aimé
St. Eustache	St. Pie.

Vendredi dernier on découvrit sur le chemin de Lachine, le corps d'un homme mort; d'après les apparences c'était celui d'un charretier canadien. La nuit précédente il avait fait très froid et l'on suppose que s'étant ennivré il aura péri par le froid.

Vendredi dernier une enquête du coronaire eut lieu sur le corps d'un enfant mâle découvert dans la neige près du Canal de Lachine. Sur un examen *post mortem* du corps il parut que l'enfant avait vécu et avait été étouffé. Le jury rapporta un verdict de meurtre prémédité contre une personne ou des personnes inconnues.

La glace a presque entièrement quitté les Lacs Erié, Huron et Michigan. Si le présent tems continue le port de Kingston sera ouvert vers le 1er Avril.

Pour la Minerve.

"*C'est un homme à vendre*" (M. Drummond!) m'objectait-on, l'autre jour, dans un pourparler où j'exprimais mon opinion sur la qualification incontestable du candidat réformiste à nous représenter. "Non" répondis-je, il n'est pas "un homme à vendre" celui qui, mu par les sentimens de la plus louable générosité et par son amour pour la justice, a si noblement épousé la cause des malheureux proscrits, dans les temps déplorables ou chacune de ses paroles ébranlait la hache suspendue sur sa tête.

Il n'est pas à vendre, ce tribun courageux qui a osé, seul, se mesurer contre les tyrans et le crime, dans le choc de nos violents orages politiques lorsque, l'oreille au guet et le bras levé, nos ennemis épiaient les actions et jusqu'aux moindres paroles de l'homme de bien, s'arrogeant le terrible droit de faire arrêter ceux qui leur paraissaient suspects!

Et à l'instant, je présentai à mon interlocuteur le dernier numéro du *Pilot* où se trouvait reproduite la lettre que M. Drummond adressa à sir John Colborne, la veille de l'exécution de Cardinal et Duquette. Il la lut, balbutia les mots de *loi martiale* et fit tomber la conversation sur un autre sujet.

Non, nos mémoires ne sont pas assez ingrates pour avoir déjà oublié les services signalés de M. Drummond.

La même voix qui s'élevait en faveur de nos malheureux freres, condamnés, parle maintenant à nos cœurs: elle trouvera de l'écho chez les Canadiens.

Car malgré les calomnies dont on a cherché à nous flétrir, il est encore chez nous, quelques vertus publiques

Nous respectons encore la fidélité au malheur, au sein même des divisions momentanées (je l'espère) où nous a plongés la défection de nos ci-devans amis.

UN CANADIEN.

Mr. l'Editeur.

Permettez-moi d'emprunter la voie de votre journal pour rendre justice au mérite d'un dentiste français qui, arrivé cet hiver, n'est pas encore aussi connu qu'il mérite de l'être.

Plusieurs de mes amis qui ont eu l'occasion de s'adresser à M. Kahn, soit pour se faire poser des dents, quelques-uns pour s'en faire arracher, ont été étonnés de son habileté et de sa légèreté dans les opérations. Je crois que c'est la première fois qu'un dentiste français est venu s'établir à Montréal, mes amis et moi, nous sommes d'opinion, qu'en le faisant connaitre, nous pourrions lui procurer quelques occasions d'exercer ses talenst, et par là le déterminer à se fixer ici.

J'ai l'honneur, Mr. l'Editeur de vous saluer avec considération,

F. M.

Nouvelles d'Europe.

Le paquebot *Liverpool* nous a apporté nos journaux de Londres du 5, et de Paris du 3 février, c'est-à-dire de trois jours plus récens que ceux que nous avions reçus par le dernier steamer. L'intérêt de ces nouvelles est d'ailleurs presque tout entier dans leur partie nécrologique, mais aussi jamais peut-être on n'avait eu à enrégistrer, dans le court espace de trois jours, autant d'illustres décès. Au nombre de ces victimes de la mort, on compte trois membres des familles royales d'Europe: le Duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha, pere du prince Albert, oncle et beau-pere de la reine Victoria, frère du roi des Belges et de la duchesse de Kent; la Grande Duchesse d'Oldenburg, fille de l'ex-roi de Suède Gustave IV; et l'infante Carlotta, épouse de l'infant don François de Paule, sœur du roi de Naples, de la reine Christine et de la duchesse de Berry, niece de Louis Philippe. La mort de l'infante Carlotta est d'une assez grave importance politique; elle peut avoir une puissante et heureuse influence sur l'avenir de l'Espagne, en ce qu'elle rendra très facile la solution du dangereux problème diplomatique auquel donnait lieu le mariage de la jeune reine Isabelle. Dès le principe, c'était parmi les fils de l'infant don François que l'on avait cherché le futur époux de la reine, mais ce projet d'alliance, qui aurait concilié tous les intérêts intérieurs et extérieurs, dut être abandonné à cause des obstacles et des dangers qu'il rencontra dans le caractère altier, intrigant, ambitieux, de la princesse Carlotta qui, pendant long-tems, a voulu faire jouer à son mari le rôle de prétendant et de conspirateur, pour lequel il est peu fait. Aujourd'hui que la princesse n'est plus là, on reviendra sans doute à ce projet primitif de mariage.

Nous regrettons d'avoir à ajouter, à la liste nécrologique que nous venons de donner, le nom d'un homme qui, pour n'être pas de sang royal, n'en est pas moins l'une des plus belles et des plus pures illustrations de notre époque. Le général Bertrand, ce noble vieillard qui traversait naguère triomphalement les populations américaines, a succombé le 13 janvier, à Chateauroux, à une maladie dont il fut atteint dès son arrivée en France et dont il avait sans doute pris le germe aux Etats-Unis, où sa verte vieillesse avait un peu trop imprudemment bravé les rudes fatigues des ovations républicaines. Il a laissé dans ce pays des souvenirs dont l'impression est trop vive et trop récente pour que le peuple américain tout entier ne s'associe pas aux regrets qui accompagneront l'illustre défunt dans la tombe.

Ces nouvelles d'Angleterre sont sans importance. Il y a eu cependant, dans la chambre des lords, entre lord Brougham et lord Aberdeen, une conversation qui semble promettre le prochain succès des négociations qui ont été entammées entre les gouvernemens de France et d'Angleterre, pour l'abolition du droit de visite. Interpellé par lord Brougham, le ministre des affaires étrangères a déclaré que la France avait demandé des modifications aux traités de 1841-43; qu'il n'était pas encore à même de dire quel serait le résultat de ces négociations; mais que, si grand que fut le désir de la Grande-Bretagne d'user de tous les moyens possibles pour la suppression de la traite des noirs, il y avait un autre but plus important encore à poursuivre, celui du maintien de la paix en Europe.

France.—On parait sentir, en certain lieu, le besoin de se refaire un peu de popularité, et l'on a, dit on, conçu à ce sujet deux projets qui recevront bientôt leur exécution. Il s'agirait d'envoyer M. le prince de Joinville demander compte à l'empereur de Maroc des secours qu'il fournit à Abd-el-Kader, en même tems qu'une expédition que commanderait le duc d'Aumale serait dirigée contre Abd-el-Kader, organisée de manière à pouvoir poursuivre l'émir plus avant dans l'intérieur qu'on ne l'avait fait jusqu'ici.

Nous saurons bientôt ce qu'il faut croire de ces bruits. Une démonstration contre Tanger n'aurait rien qui pût surprendre. On pourra même obtenir des promesses de l'empereur marocain. Mais quand on songe au peu de profit que notre cabinet sait tirer des meilleures expéditions, témoin de l'affaire du Mexique, on reste convaincu que si nous avons de braves marins, nous avons maintenant de pauvres ministres.

Espagne.—On écrit de Madrid, le 28 janvier:

"La tranquillité est parfaite sur tous les points; les nouvelles des provinces sont favorables. Le désarmement de la garde nationale de Sarragosse s'est opéré avec tant de facilité et si peu de résistance de la part des habitans, qu'indépendamment des fusils de la garde nationale, il a été recueilli par les autorités huit cents fusils. Le général Claveria annonce au gouvernement que la tranquillité est établie pour long-temps.

"On croit que le travail de la commission d'organisation du conseil d'état sera achevé la semaine prochaine et soumis à l'approbation du gouvernement. Le nombre des conseillers sera de trente, divisés en section; chaque section se composera de cinq conseillers. La nomination des conseillers d'état sera à la discrétion du gouvernement. Le traitement doit être de 70,000 réaux pour le président, 60,000 pour chaque conseillers, et 40 000 pour le secrétaire-général.—*Cour. des Etats Unis.*

(*Des Mélanges Religieux.*)

Nous avons vu avec beaucoup de satisfaction, dans le *Canadien* du 8, que la société de ST. JEAN-BAPTISTE de Québec vient d'admettre M. le surintendant de l'éducation comme membre honoraire de la susdite société. Comme nous croyons que ce tribut d'honneur est payé à M. le Dr. Meilleur, autant à cause de sa qualité de surintendant et d'ami de l'éducation que de son mérite personnel, puisqu'il en est également digne sous ce double rapport, nous prenons la liberté au nom des amis de l'éducation du district de Montréal, d'offrir aux membres de la société de St. Jean-Baptiste de Québec, nos plus sincères remercimens. Nous connaissons aussi assez bien M. le surintendant pour assurer de plus qu'il se joint à nous dans ce qui le regarde personnellement.

(*Du Canadien.*)

M. Howe, *le chef du parti libéral* de la Nouvelle-Ecosse, et l'un de ceux qui ont récemment donné leur démission comme membres du cabinet de lord Falkland, a annoncé dans l'assemblée son intention de proposer que les résolutions canadiennes de 1841, au sujet du gouvernement responsable, et la réponse de sir Charles Metcalfe à l'adresse des conseillers municipaux du district de Gore, soient insérées dans le journal de la chambre comme une déclaration authentique des principes de gouvernement colonial que les représentants de la Nouvelle-Ecosse reconnaissent pleinement.

Les juges de la cour suprême du Nouveau-Brunswick, adoptant la jurisprudence du comité judiciaire du conseil privé relativement aux priviléges des corps législatifs coloniaux, que cette jurisprudence assimile à ceux des cours de justice, a ordonné la mise en liberté des éditeurs du *Loyalist*, emprisonnés par ordre de l'assemblée pour infraction de ses priviléges en publiant un article jugé par elle diffamatoire contre un de ses membres. Celui-ci pourra exercer le recours ordinaire en pareil cas devant les tribunaux, et les éditeurs incarcérés exerceront probablement celui que la loi leur donne contre le président et le sergent d'armes de l'assemblée pour emprisonnement arbitraire. Tous les amis de la vraie liberté applaudiront à cette décision: elle met fin à l'exercice d'un privilége dangereux par les corps législatifs qui n'en ont que trop abusé.

M. Fisher a soumis à l'assemblée du Nouveau-Brunswick des résolutions exprimant la satisfaction et la gratitude de la chambre envers le gouvernement de Sa Majeste pour la dépêche du secrétaire d'état où Sa Majesté reconnait les principes de l'adresse de la chambre au sujet de la composition du conseil législatif, mais témoignant en même temps son désappointement et son regret de voir que, dans les nominations récentes au conseil législatif, l'administration locale n'ait pas suivi ces principes à l'égard de la représentation des grands intérêts de la province et des différentes communions religieuses.

M. Hazen a présenté une pétition de MM. Thomas Harding, Jacob Allan, John Kerr et 259 autres habitants de la ville et comté de Saint-Jean, demandant qu'il soit passé une loi prohibant toutes sociétés secrètes, excepté celles des franc-maçons; et M. Street une pétition du révérend B. G. Gray et de 1400 autres demandant qu'il ne soit passé aucune loi restrictive des sociétés secrètes de l'Association Protestante.

Mgr Walsh coadjuteur d'Halifax, a annoncé en chaire son départ prochain pour Rome où il est appelé au sujet des malheureuses difficultés qui existent depuis son arrivée dans la Nouvelle-Ecosse.

L'église catholique aux mines de Sidney (Cap-Breton) a été détruite par un incendie.

—On nous dit qu'il ne peut pas y avoir de cour de district à Gaspé parce que la loi n'a pas pourvu à la nomination d'un greffier de cette cour.

—M. Albert Bender, avocat, est nommé, dit-on, greffier de la cour de circuit et de la cour des commissaires à St. Thomas.

Grosse-Isle.—MM. les officiers de santé annoncent qu'ils recevront jusqu'au 1er avril des soumissions pour les services d'un bâteau à vapeur qui devra faire un voyage par semaine, à la Grosse-Isle, pendant la saison d'été.

—Une assemblée des réformistes du quatrième arrondissement du comté d'York présidée par l'honorable J. Æmilius Irving, et à laquelle des discours ont été prononcés par MM Irving, Baldwin, Price, Beaty et Willson, a voté à l'unanimité des résolutions approuvant la conduite de MM. Lafontaine, Baldwin et leurs collègues.

—Les *Milleristes* sont venus faire une petite diversion aux discussions politiques à Toronto. Ils y ont bâti un temple et fondé un journal qui ne doit pas finir avec le monde, car ils prennent des souscriptions pour une année.

On écrit des Trois-Rivières;

"Vous aurez sans doute appris que dans l'attente d'une élection prochaine ici pour remplacer M. Ogden, quelques individus ont mis sur pied une adresse invitant M. Grieve de cette ville (parent de l'honorable M. Bell et, comme tel, lié d'intérets avec les forges de Saint-Maurice) à se présenter comme candidat. Il ne faut pas croire pour cela que les partisans de l'ex-ministère soient inactifs. Ils ont du temps de reste pour choisir un candidat, et je puis vous assurer que le titre de bourg pourri, qui a été donné à cette petite ville, n'est pas mérité. Elle est en progrès, et l'apathie qu'elle a montrée jusqu'ici disparait. Ce n'est pas en envoyant au parlement des hommes tels que M. Grieve que nous réussirons dans notre juste demande que les terres en arrière des forges soient concédées. On parle d'un autre candidat réformiste. Je souhaite seulement que dans la prochaine élection les électeurs s'attachent aux "principes", et non aux hommes."

(*Du Castor.*)

Rien encore de nouveau du siége du gouvernement, du moins rien absolument d'officiel touchant un ministère, quoique le bruit public (au dire de quelques journalistes qui annoncent aussi souvent ce que leur parti désire ou voudrait suggérer) forme des ministeres que la rumeur du lendemain renverse. Dans le dernier ainsi créé comme dans tous ceux qui ce sont succédés depuis la résignation, l'on ne voit pour le Bas-Canada nul autre nom que celui de M. Viger; cette hésitation doit être d'un bon augure pour les partisans d'une responsabilité bien définie.

Quelle que soit la fin de toute cette agitation, quelques bonnes intentions qu'aient le gouverneur général et ses conseillers actuels nous croyons que les populations de ce pays, de toutes les origines, commencent à se fatiguer de l'état constant d'incertitude et de lutte dans lequel une législation ignorante de nos besoins les tient sans cesse pour des objets d'une importance très-insignifiante relativement à leurs intérêts généraux. Nous croyons aussi que le peuple anglais (à part les capitalistes et quelques autre interessés) désapprouverait hautement les moyens qu'on emploie vis-à-vis des colonies, si on ne prenait soin d'y intéresser son honneur, ses passions et de calommier auprès de lui les colons. Nous croyons qu'il est bien malheureux que les destinées d'un aussi grand pays dépendant de l'interprétation qu'un homme peut donner à quelques documents fort ambigus. Nous croyons aussi que dès qu'une métropole croit une colonie assez avancée pour qu'on puisse lui accorder une constitution, il faut dès ce moment abandonner toute idée d'intervenir dans ses affaires locales, et d'entraver la marche de cette constitution. C'est retarder les progrès de la colonie; c'est commencer une querelle qui se termine toujours tôt au tard par une émancipation; c'est accoutumer enfin les colons à regarder la mére-patrie comme une marâtre. Les preuves de cet avancé sont là. Les américains qui, eux, n'avaient point de préjugés de sang ou d'origine sont des ennemis plus invétérés de la Grande Bretagne que n'en pourrait fournir aucun autre pays du monde.

On dirait à voir la marche suivie ici par les politiques anglaise qu'elle s'évertue à hâter une séparation violente. L'union des deux Canadas, la conces-

sion d'un gouvernement passablement libéral, suivi immédiatement d'une querelle sur des mots, tout cela dénote la profonde maladresse ou la mauvaise volonté de ceux qui dirigent en premier lieu nos affaires. Que les ministres démissionnaires aient agi avec droiture et courage on n'en peut douter; que ceux qui les remplacent aujourd'hui agissent encore avec une conviction honnête, cela est passible; mais toujours ne peut-on nier que désormais il n'y aura plus rien de stable dans le pays, tant qu'il sera loisible à un ministre anglais, qui ne connaît ni nos besoins, ni nos moyens, de remettre en question nos libertés, notre fortune, notre avenir, par une simple dépêche à un gouverneur irresponsable.

Les vérités simples et franchement énoncées que nous venons d'émettre se font jour à chaque instant et remplaceront peu à peu les rivalités d'origine. Si le gouvernement britannique n'ouvre les yeux et ne se décide fermement et sans arrière-pensée à garantir aux colons du Canada, cette liberté raisonnable mais bien définie qu'ils demandent, il se verra bientôt arracher ce qu'il n'accorderait qu'à regret.

[*De l'Artisan.*]

Incendie.—Un grand incendie vient d'avoir lieu la nuit dernière dans la rue Saint Jean. Le feu s'est déclaré vers les 3½ heures du matin par une cheminée qui donnait sur l'imprimerie de MM. Aubin et Rowen. M. Aubin qui y demeurait avec sa famille, a failli devenir la proie de l'élément de tracteur: il ne s'est évadé qu'au moment où les flammes envahissaient son propre appartement situé au troisième étage, et voisin de l'imprimerie. Ce superbe établissement, fruit des veilles de ses propriétaires a été consumé en peu d'instants, on n'a pu en sauver la moindre partie. On nous dit qu'il n'y avait rien d'assuré.

Le feu s'est aussi déclaré hier au soir dans la maison du Dr. Bardy, au pied de la Côte d'Abraham, on est heureusement parvenu à l'arrêter avant qu'il ait pu causer quelques dommages considérables.

[*Du Journal de Québec.*]

On nous écrit de Sainte-Marie, Nouvelle-Beauce, en date de dimanche le 10:

"Un nommé Narcisse Grondin de Saint-François, a fait du sucre avant-hier; c'est, je pense, le premier sucre fait cette année en ce pays.

"Un nommé Hamel, forgeron de notre village, s'est rompu la jambe mardi, et un autre du nom de Gagnon a été tué le même jour par la chûte d'un arbre qu'il abattait."

Nouvelles et Faits Divers.

Il y a quelques jours un duel eut lieu à Vicksburg entre M. Hammel éditeur du "Vicksburg Whig" et M. Ryan, éditeur de la "Sentinelle." Les parties se servirent de pistolets et au quatrième feu M. Ryan tomba percé d'une balle qui lui traversa les poumons, il mourut au bout de dix minutes. M. Hammel reçut deux blessures. Les mêmes parties s'étaient battus peu de temps auparavant avec des carabines. M. Ryan avait succédé, dans le département éditorial à M. Hagan, qui fut tué en duel l'année dernière.

Le canon qui a éclaté dernièrement sur le Princeton à Washington avait 15 pieds de longueur, pesait dix tonneaux et portait un boulet de 230 livres.

Nouvelle feuille Catholique.—Le nombre des journaux catholique augmente rapidement dans les Etats-Unis. Ce fait est d'un bon augure pour l'avenir du catholicisme parmi nous. Plus nos doctrines seront connues, plus il sera facile aux hommes de bonne foi, de se défaire de ces ridicules préjugés qui sont si ordinaires parmi les Incrédules et les Protestants. La vérité ne peut que gagner à être connue; et le moyen le plus efficace de la propager est l'emploi de la presse périodique. Nous annoncions dernièrement l'apparition d'un nouveau journal catholique à Philadelphie. Une autre feuille également dévouée à la défense du catholicisme, et qui déclare vouloir se tenir entièrement en-dehors de la politique, vient de paraître dans le Connecticut; cette feuille prend le titre de *Green Bannar* et sera publiée simultanément à Hartford, siége d'un nouvel évêché, et à New-Haven.

Mystérieux.—Il y a eu samedi huit jours, des mariniers de Cincinnati ont fait, sur l'Ohio, la plus étrange pêche. C'était la peau d'un enfant nègre, qui devait être âgé d'environ 5 ans. Comme la chevelure flottait à la surface de l'eau, on crut d'abord que c'était un cadavre, mais il fut constaté ensuite que c'était bien une simple peau, dépouillée de chair de la tête aux pieds. Cette singulière découverte est demeurée inexpliquée.

NAISSANCES.

A Kingston, le 12 du courant, la dame de Tancrède Bouthillier, Ecr. agissant comme commissaire des Terres de la Couronne, a mis au monde un fils.

A Varennes, le 13 du courant, la dame de M. A. Cadieux, marchand, a mis au monde un fils.

MARIAGES.

A St. Luc, le 11 du courant, par Messire Papineau, John Roy, Ecr., à Delle. Florence Renaud, fille de M. Simon Renaud, de la petite Savanne de St. Luc.

DÉCÈS.

A Chambly, le 17 du courant, après une maladie douloureuse de plusieurs mois, dame Marie Anne Hermine Irumberry de Salaberry, veuve de feu Jacob Glen, M. D. Sa courte existence a été marquée par les plus rudes épreuves, mais pour les supporter, sa piété profonde et sa résignation aux volontés divines, si cruelles qu'elles fussent, lui donnèrent les forces nécessaires. Après avoir perdu son père en 1829, sa jeune sœur en 1832, elle eut à pleurer la mort d'un frère en avril 1837, et le mois de mai suivant, après quinze mois de mariage son époux lui était enlevé. Alors elle relevait à peine d'une longue maladie de six mois, et ce ne fut que dans les tendres soins de sa familles et dans l'attachement qu'elle avait pour son fils, alors âgé de quelques mois qu'elle trouva assez de courage pour ne pas succomber à son affliction; les deux dernières années ajoutèrent encore à ses chagrins et elle se vit ravir dans l'espace de quelques mois et son beau-père et sa belle-mère. Tant d'échecs répétés devaient l'accabler et cependant elle montra beaucoup plus de force d'âme qu'on aurait dû en attendre d'une personne épuisée par les maladies et les souffrances du cœur; mais à la fin les forces physiques la trahirent et quand sa dernière maladie eut lieu, elle semblait ne plus rien désirer que d'aller retrouver ceux qu'elle avait tant pleurés, et regardait sa vie comme un fardeau, et pour elle et pour ceux qui l'entouraient. Enfin dimanche à midi et demi, après avoir reçu les sacremens la veille avec cette dévotion, qui l'avait toujours fait remarquer sans qu'elle le voulut, elle cessa de souffrir et alla recevoir sans doute la récompense de tout ce qu'elle avait eu à endurer ici bas.

A St. Jacques de l'Achigan, le 19 du mois dernier, justement regrettée, Dame Henriette Cazeneuve, épouse de J. B. Gauthier, Ecr., médecin, âgée de 20 ans. Cette jeune dame, l'ornement de son sexe, a été enlevée à un époux inconsolable, à un enfant au berceau, et à un grand cercle d'amis.

Aux Entrepreneurs.

DES PROPOSITIONS seront reçues de personnes compétentes pour la construction d'un ou de tous les PONTS au BOUT de l'ISLE de MONTREAL.

Les propositions doivent être délivrées à ce Bureau le ou avant le **10** AVRIL prochain, et doivent être accompagnées d'un consentement par écrit, signé de deux personnes solvables qui consentiront à devenir cautions pour l'exécution de l'ouvrage, à la pleine et entière satisfaction du Bureau des Travaux, et en strict accord des instructions, plans et spécifications, qui peuvent être vus au Bureau de ALFRED BABRETT, Ecuyer, College Street, où on peut se procurer aussi des formes imprimées des Propositions, et toute autre information qu'on pourrait désirer.

THOMAS A. BEGLEY,
Secrétaire.

Bureau de la direction des Travaux,
Kingston, 16 mars 1844. } 18

AVIS.

LE soussigné, AVOCAT, se proposant d'exercer sa profession en cette ville, a établi son BUREAU rue St. Gabriel, dans la maison occupée par M. Lappare, notaire, près de la pension de madame St. Julien.

A. N. MORIN.

Montréal, 18 mars 1844.—1m.

AUX MILICIENS.

LE soussigné se chargera, moyennant une modique rétribution, d'aider les miliciens à obtenir la gratuité à laquelle ils ont droit. Il n'achète pas ces droits, et engage les Miliciens à ne pas les vendre, du moins jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur *scrip*, qu'ils pourront alors vendre ou appliquer sur des terres. Il agira gratuitement pour les Miliciens des comtés de Saguenai, Bellechasse et Nicolet. Pour éviter une correspondance longue et souvent insuffisante, il sera mieux de s'adresser en personne à son Bureau, rue St. Gabriel à Montréal, munis de leurs congés. Il ne recevra pas les lettres non affranchies.

A. N. MORIN.

Montréal, 18 mars 1844.—1m.

Livres de Comptes.

LE Soussigné prend la liberté d'informer ses pratiques et le public en général qu'il est prêt à exécuter les ordres qu'on voudra bien lui adresser pour la confection de LIVRES de COMPTES de toutes descriptions et à courtavis.

Il a engagé un excellent ouvrier Relieur qui est chargé exclusivement de ce département, ce qui, joint à un assortiment étendu de PAPIERS à LIVRES de COMPTES de la première qualité ainsi que des Matériaux de Relieure des mieux choisis, il pourra garantir les objets qu'on lui commandera aussi bons qu'aucun autre ouvrage exécuté en cette ville. Et il ajoute que ses prix seront très-modérés.

CAMPBELL BRYSON,
Rue St. François Xavier, No. 21.

18 mars.—j.

A LOUER,



UNE MAISON à deux étages, située au Pied du Courant, emplacement voisin de la Barrière, (en-deçà) très propre pour le COMMERCE, étant vis-à-vis les Quais des Steamboats qui traversent à Longueil. S'adresser à M. FRS. DUFRESNE, maison voisine.—18 mars.

A LOUER,

Pour une ou plusieurs Années,



CETTE belle MAISON en pierre, située au centre du village de VARENNES, avec toutes ses Dépendances, Hangard, Ecuri, Jardin, etc., très propice pour le COMMERCE ou une résidence privée. Le tout est occupé par M. A. CORBEAU. S'adresser à lui même sur les lieux, ou au propriétaire à Montréal.

FRS. PERRIN.

18 mars.—j.

BLANCS

POUR

Cour des Commissaires,

A vendre à l'Imprimerie de

LOUIS PERRAULT.

18 Mars 1844.

AVIS.

LE Tirage au Sort des TERRAINS de Mr F. L. GENAND, aura lieu en l'Etude du soussigné, rue St. Jacques, MARDI, le 26 de ce mois, à 6 h. P. M.

J. A. LABADIE, N. P.

18 mars.

LE TIRAGE AU SORT dont il est question plus bas, qui devait avoir lieu le 9 du courant a été remis à MERCREDI le 20 de ce mois à 4 heures P. M.

☞ Il ne reste plus que trois Numéros à prendre.

☞ Des titres incontestables seront fournis aux acquéreurs.—11 mars.

Avis aux Capitalistes.

LES Soussignés ont l'honneur d'informer le public en général, qu'ils vendront la PROPRIETE' située à la Côte-à-Baron, par TIRAGE AU SORT, par DIX-HUIT SOUSCRIPTEURS, le NEUF de MARS prochain, à l'étude de Messrs. GIBB & EASTON, N. P., petite rue St. Jacques, à SEPT heures, P. M.

DIX-HUIT EMPLACEMENTS pour bâtir, d'un acre en superficie, y inclus une rue toute macadamisée, ou contenant chaque 8 emplacements de 45 pieds de front sur 72 pieds de profondeur.

Sur un de ces Emplacements est bâtie une maison de pierre à deux étages, finie dans le meilleur goût, des caves, jalousies etc. et un bon verger, mesurant 100 pieds sur la rue Sherbrooke sur 357 pieds de profondeur; et un autre Lot joignant celui-ci ayant 90 pieds de front sur la rue Sherbrooke et 320 de profondeur avec un beau verger.

Aucune personne désirant s'assurer d'un emplacement de valeur fera bien de faire application le plûtôt possible, vû que la liste est presque remplie.

Pour plus amples informations s'adresser à l'étude de Messrs. GIBB et EASTON, N. P.

Les termes de payement seront très faciles.

M. & A. REGNIER.

29 février 1844.

AVIS.

LE Soussigné se proposant de se retirer des affaires au 1er Mai prochain et de laisser le magasin qu'il occupe maintenant, désire disposer de son FONDS de MAGASIN de MARCHANDISES SECHES, à des conditions, quant aux prix et aux crédits, qui pourraient induire les Commerçants à faire chez-lui des emplettes considérables. Son fond se compose de Marchandises nouvellement importées et d'articles qui sont toujours en demande, tels que:

Futaine, Bouragan et *Moleskins*.
Janette, Nankins Coutil, (*Drills*) de goût,
Cotons rayés et carottés, do des Indes rayés,
Draps, *Tweeds*, fins et communs,
Flanelles blanche, rouge et jaune,
Malmolle, Mousseline, Jacconet unie et carotté,
Velour noir de Coton,
Soie à coudre de Couleur assortie,
Soie de Tailleurs et Poil de Chèvre.

—AUSSI:—

2 balles, 1000 lb, Coton blanc filé, No. 28; 150 patrons de Robes de Mousseline de Laine de 11 à 12 verges chaque d'une qualité supérieure et de couleurs à la mode, et un assortiment général de fournitures, etc.

BENJ. ANSELL,
Rue St. Paul.

7 mars.

AVIS.

POUR toutes AFFAIRES concernant la SUCCESSION vacante de feu *MICHEL HYACINTHE BELLEROSE*, de St. HYACINTHE, Brasseur et Distillateur, s'adresser à ANTOINE BIRS, Curateur, à St. Hyacinthe

14 mars 1844 —vg.



VOLE', à LONGUEIL, dans la nuit du 11 au 12 courant, une JUMENT NOIRE, avec une petite marque blanche au front grande crinière. Les voleurs ont aussi enlevés le Collier, la Bride et les Guides.

Celui qui la ramènera au Soussigné ou lui en donnera des nouvelles sera bien récompensé.

PASCAL DUBUC.

14 mars.

BANQUEROUTE.

Province du Canada, }
District de Montréal, }

JEAN LOUIS CARRON,
De la Paroisse de St. Joachim de Chateauguay, dans le District de Montréal, Commerçant

COMMISSION émanée par WM. BADGLEY, Ecuyer, Commissaire des Banqueroutes pour le dit District de Montréal, datée le SEIZIEME jour de MARS, mil huit cent quarante quatre.

Assemblée des Créanciers, SAMEDI, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, au Bureau du dit Commissaire des Banqueroutes, situé dans la rue St. Jacques, dans la dite cité de Montréal.

BOSTON & COFFIN,
Shérif.

Montréal, 16 mars 1844.—18-21-25.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de JAMES HOLMES, JOHN SPIERS et JAMES LAW,
Banqueroutiers.

AVIS est par le présent donné, qu'un AJOURNEMENT d'une ASSEMBLE'E de DIVIDENDE des Biens et Effets des dits Banqueroutiers, sera tenu LUNDI, le VINGT CINQUIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant-midi, au Bureau du Commissaire Soussigné, dans la Cité de Montréal, là et alors les Créanciers des dits Banqueroutiers se présenteront pour prouver leurs dettes qui n'ont pas précédemment été prouvées et pour faire la déclaration d'un dividende.

W. BADGLEY,
Commissaire.

Montréal, 14 mars 1844.—18-21-25.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de ANDREW M'GILL,
Banqueroutier.

ORDONNE que la SECONDE ASSEMBLE'E GENERALE des CREANCIERS du dit ANDREW M'GILL, aura lieu au Bureau du Commissaire des Banqueroutes Soussigné dans la Cité de Montréal, SAMEDI, le TRENTIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant-midi.

WILLIAM BADGLEY
Commissaire.

Montréal, 16 mars 1844.—18-21-25.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de JEDEDIAH H. DORWIN,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné que le Soussigné a été dûment nommé SYNDIC pour administrer les biens du dit Banquerou tier.

JOHN YOUNG,
Syndic.

Montréal, 14 mars 1844.—18ts.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de WILLIAM PRING,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné, que le Soussigné a été dûment nommé SYNDIC pour administrer les Biens du dit Banqueroutier.

F. M'CULLOCH,
Syndic.

Montréal, 15 mars 1844.—18ds.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de DAVID MACKAY,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné, que le Soussigné a été dûment nommé SYNDIC pour administrer les Biens du dit Banqueroutier; et a nommé le dit DAVID MACKAY son Agent.

ARTHUR C. WEBSTER,
Syndic.

Montréal, 16 mars 1844.—18ts.

BANQUEROUTE.

Province du Canada, }
District de Montréal, }

WARREN N. HERRICK, EBIN JOHNSON, DANIEL JACKSON et RODERICK B. MITCHELL, ci-devant tous de Huntingdon, dans le dit District de Montréal, Commerçant, faisant commerce au dit lieu, comme associés, sous les noms et raison de W. N. HERRICK et Compagnie, et maintenant absents de cette province du Canada,

Commission émanée par WM. BADGLEY, Ecuyer, Commissaire des banqueroutes pour le dit District de Montréal, datée le NEUVIEME jour de MARS, mil huit cent quarante-quatre.

Assemblée des Créancier-, MERCREDI le VINGTSEPTIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du dit Commissaire des banqueroutes, situé dans la rue St Jacques, dans la dite cité de Montréal.

BOSTON & COFFIN,
Shérif.

Montréal, 12 mars 1844.—11-18-21.

BANQUEROUTE.

Province du Canada, }
District de Montréal. }

DAVID BLACK, d'Edwardstown, dans le District de Montréal, Marchand et Commerçant, ci-devant faisant le commerce à Martin-Town, dans le Comté de Glengarry, dans le District, de l'Est dans cette partie de la Province du Canada ci-devant appelée Haut-Canada.

Commission émanée par WM. BADGLEY, Ecuyer, Commissaire des Banqueroutes pour le dit District de Montréal, datée le ONZIEME jour de MARS, mil huit cent quarante-quatre.

Assemblée des Créanciers VENDREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant-midi, au Bureau du dit Commissaire des Banqueroutes, situé dans la rue St. Jacques, dans la dite cite de Montréal.

BOSTON & COFFIN,
Shérif.

Montréal, 12 mars 1844.—14-18-21.

BANQUEROUTE.

Province du Canada, }
District de Montréal. }

WILLIAM HENRY KITTSON, de Cobourg, dans cette partie de la province du Canada, ci-devant appelée Haut-Canada. Encanteur, et MARGARET KITTSON, de Montréal, épouse de NORMAN BETHUNE, du même lieu. Ecuyer, séparée avec lui, quant aux Biens, par un Jugement de la Cour du Banc du Roi pour le dit District, dûment exécuté, Marchande publique, (*a Sole Trader*) faisant commerce ensemble avec le dit WILLIAM HENRY KITTSON, comme Encanteurs et Commerçant, à Montréal sus-dit, sous les noms et raison de "BETHUNE & KITTSON."

COMMISSION émanée par WILLIAM BADGLEY, Ecuyer, Commissaire des Banqueroutes pour le dit district de Montréal, datée du DOUZIEME jour de MARS mil huit cent quarante-quatre.

Assemblée des Créanciers, LUNDI le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant midi, au bureau du dit Commissaire des banqueroutes, situé dans la rue St. Jacques, dans la dite cité de Montréal.

BOSTON & COFFIN,
Shérif.

Montréal, 12 mars 1844.—14-18-21.

MR. KAHN,
Dentiste Français,
CHEZ MAD. ST. JULIEN,
Rue Saint Gabriel.

Il nettoye et plombe les Dents, d'après un nouveau procédé.

DENTS ARTIFICIELLES posées et garanties.

11 mars.—j.

BANQUEROUTE.

Province du Canada, }
District de Montréal, }

ALEXANDRE St. DENIS et NARCISSE St. DENIS, tous deux de la Pointe Fortune, dans la Paroisse de Rigaud, dans le District de Montréal, Marchands et Commerçants, ci-devant y faisant des affaires comme tels sous les noms et raison de A. et N. St. Denis, individuellement et comme associés sus-dit.

COMMISSION émanée par WILLIAM BADGLEY, Ecuyer, Commissaire des Banqueroutes, pour le dit District de Montréal, datée du NEUVIEME jour de MARS, mil huit cent quarante quatre

Assemblée des Créanciers, MARDI le VINGTSIXIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant-midi, au Bureau du dit Commissaire des Banqueroutes, situé dans la rue St. Jacques, dans la dite Cité de Montréal.

BOSTON & COFFIN,
Shérif.

Montréal, 11 mars 1844.—11-14-18.

BANQUEROUTE.

Province du Canada, }
District de Montréal, }

JOSEPH BROUILLET,
De la Cité de Montréal, dans le District de Montréal. Aubergiste et Commerçant.

COMMISSION émanée par WILLIAM BADGLEY, Ecr., Commissaire des Banqueroutes pour le dit District de Montréal, datée du ONZIEME jour de MARS mil huit cent quarante-quatre.

Assemblée des Créanciers, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du dit Commissaire des banqueroutes, situé dans la rue St. Jacques, dans la dite cité de Montréal.

BOSTON & COFFIN,
Shérif.

Montréal, 11 mars 1844.—11-14-18.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de JOHN J. WILLIAMS,
Banqueroutier.

LE Soussigné, dûment nommé SYNDIC à la dite Banqueroute, donne avis qu'une ASSEMBLE'E des Créanciers du dit Banqueroutier, sera tenue au Bureau de WILLIAM BADGLEY, Ecuyer, Commissaire des Banqueroutes, dans la cité de Montréal, MERCREDI le VINGTIEME jour de MARS courant, à DEUX heures de l'après. midi, là et alors les Créanciers du Banqueroutier se présenteront pour prouver leurs dettes qui n'ont pas précédemment été prouvées et pour faire la déclaration d'un dividende

W. BADGLEY.
Commissaire.

Montréal, 9 mars 1844.—14-18-21.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de CHESTER SHATTUCK,
Banqueroutier.

LA SECONDE ASSEMBLE'E des Créanciers du dit Banqueroutier a été ajournée à VENDREDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS courant, à ONZE heures de l'avant midi, au Bureau du Commissaire Soussigné en cette Cité, là et alors les Créanciers qui n'ont pas encore prouvé leurs dettes, doivent se présenter pour en faire la preuve et ceux qui ont déjà prouvé leurs dettes, pour s'assurer de l'état actuel des Biens du Banqueroutier, afin d'être présens à l'examen final du dit Banqueroutier et permettre l'octroi de son certificat suivant la loi.

W. BADGLEY,
Commissaire.

Montréal, 11 mars 1844.—14-18-21.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de JAMES WEIR,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné, que le Soussigné a été dûment nommé SYNDIC pour administrer les biens du dite Banqueroutier.

JOHN SMITH,
Syndic.

Montréal, 9 mars 1844.—11ds.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de JAMES A. SHAND,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné, qu'une ASSEMBLE'E FINALE de DIVIDENDE des Biens du dit Banqueroutier, sera tenue au Bureau du Commissaire Soussigné, en cette Cité, MERCREDI, le VINGTIEME jour de MARS courant, à DEUX heures de l'après. midi, là et alors les Créanciers du Banqueroutier se présenteront pour prouver leurs dettes qui n'ont pas précédemment été prouvées et pour faire la déclaration d'un dividende

W. BADGLEY.
Commissaire.

Montréal, 9 mars 1844.—14-18-21.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de ANDREW WATT,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné que le soussigné a été dûment nommé Syndic pour administrer les biens du dit Banqueroutier.

P. C. THOMPSON,
Syndic.

Montréal, 6 mars 1844.—11ts.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de SHADRACK CHATTERTON
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné, que le Soussignés a été dûment nommé Syndic pour administrer les Biens du dit Banqueroutier.

NELSON MOTT,
Syndic.

Montréal, 6 mars 1844.—11ds.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire d'ALEXANDER COURTENAY
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné que les Soussignés ont été dûment nommés Syndics pour administrer les biens du dit banqueroutier.

WILLIAM MOLSON,
HENRY FOWLER.
Syndics.

Montréal, 20 fév. 1844.—22ts.

LE MAGASIN

DE CHAPEAUX DE LONDRES,

EN GROS ET EN DÉTAIL,

A ÉTÉ OUVERT AUJOURD'HUI,

A MONTRÉAL, RUE NOTRE-DAME, No. 94.

HENDERSON, FRERE & CIE.

INFORMENT le public qu'ils ont loué de J. FERRIER, Ecuyer, les dépendances étendues, RUE NOTRE-DAME, No. 94, A LA PORTE VOISINE SUD OUEST DU *MEDICAL HALL*, Montréal, et qu'ils ont importé l'automne dernier par le *Lady Seaton*, le *Rockshire* et autres vaisseaux, un des plus SPLENDIDES ASSORTIMENTS DE CHAPEAUX qui n'ait jamais été exhibé à Montréal jusqu'à présent, qu'ils offrent en vente en attendant l'arrivée de l'assortiment qu'ils attendent par les arrivages du printemps.

L'encouragement sans exemple que cet établissement a reçu pendant quelques mois à Montréal, l'été dernier, les facilités qu'il possède pour communiquer avec les manufactures les plus considérables de la Grande-Bretagne, et la parfaite connaissance que les associés ont acquis du commerce des CHAPEAUX et PELLETERIES pendant une espace de dix années qu'ils en ont fait la commerce a Quebec, les portent à solliciter le support du public de Montréal, qu'ils croient être capable et qu'ils sont désireux de mériter.

Leurs prix en gros ne seront qu'une modique avance sur le prix coûtant, et le payement doit invariablement être fait par Billets portant un endossement approuvé, payables à quatre mois de la date de l'achat.

Les ventes en détail se feront pour *Argent comptant;* et aucun Article vendu pourra être remis au bout de huit jours s'il ne convient pas.

Les plus bas prix seront demandés dans tous les cas invariablement, et aucune diminution ne sera faite sur le premier prix demandé. — Montréal, 18 mars 1844.

VENTES A L'ENCAN.

Par Cuvillier et Fils.

CHAPEAUX, &c.

AUX magasins des Soussignés, MERCREDI prochain, 1 20 du courant, seront vendues:

20 caisses de CHAPEAUX d'hommes, de castor et de soie,
2 do. de Manteaux à la M'Intosh,
Bonets à capuchons, Coussins et Oreillers.

Vente à DEUX heures.

CUVILLIER & FILS.

18 mars.

Par Norman Bethune.



VENTE D'UN STEAMBOAT

Par Encan,

SERA VENDU, par VENTE PUBLIQUE, au bureau de Messieurs BAGG & CAMPBELL, Place de la Douane, JEUDI, le 21 MARS courant, le STEAMBOAT *LORD STANLEY*, qui est maintenant à LACHINE, avec Ancres Chaines et toutes ses Fournitures. Ce Vaisseau est presque neuf, n'ayant navigué que six mois pendant la saison de 1842 et 1843. Il a été construit par M. Merritt, au Pied-du-Courant Ste.-Marie, avec les meilleurs matériaux, l'Engen est fait par Messrs. Ward et Brush, à basse pression, cylindre de 27 pouces, la fleche apportée de New-York, de fer batu de la force de 30 chevaux.

Le *Lord Stanley* est, sans exception, le meilleur Steamboat à remorquer de la rivière, eu égard à sa force, et pourrait avec peu de dépense être amélioré pour le fret et les passagers.

Pour plus amples informations, l'inventaire des Fournitures, etc., il faut s'adresser aux Soussignés.

Les termes de payements seront faciles et on les connaîtra à l'heure de la vente.

La vente à ONZE heures. A M.

NORMAN BETHUNE,

18 mars.

Par J. D. Bernard.

Vente étendue de Marchandises Sèches,

PAR CATALOGUE.

AUX magasins de Messrs. KAY, WHITEHEAD & Cie. MERCREDI et JEUDI, les 20 et 21 du courant, pour clore les comptes d'une société, tout leur FOND de MAGASIN de marchandises sèches, comprenant un assortiment de Draps, Casimires, Tweeds, Coutil de goût et uni, Flanelle, Baizes, Couvertes, Serge, Mérinos, Orléans, Fournitures, Rezatta, Mousseline, Linon, Indienne de goût, Cotons de diverses espèces, Janette, Lainages et Tricots, Gants, &c. &c. &c.

—AUSSI—

Meubles d'office consistant en Bureaux &c.

Conditions faciles

La Vente chaque jour à UNE heure.

14 mars. J. D. BERNARD.

Vente étendue de Marchandises du Printemps.

PAR CATALOGUE.

AUX Magasins du Soussigné, LUNDI, le 25 du courant *et les jours suivants*, sera vendu, par encan public, UN GRAND ASSORTIMENT de TOILE, COTON et SOIE dont les détails seront donnés dans un autre avertissement.

—AUSSI,—

20 caisses de CHAPEAUX de Londres à la mode
5 do de do de Cuir à Patente.

CONDITIONS FACILES.

Vente chaque jour à UNE heure

14 mars. J. D. BERNARD.

GRAINES NOUVELLES

DE

Jardins, des Champs et de Fleurs.

LES Soussignés viennent de compléter leur assortiment des GRAINES ci-haut mentionnées, qui sont toutes garanties FRAICHES et de Recolte de **1843**

JOHN BIRKS & CIE.,
Coin Nord de la Place d'Armes,
vis-à-vis l'Eglise Paroissiale.

7 mars.—j1j.

GRAINE FRAICHE

De Trefle et de Mil.

LES Soussignés offrent à vendre de la Graine Fraiche de **Trefle** et de **Mil**, d'une qualité supérieure, avec un assortiment de Graines des Champs et de Fleurs.

JOHN BIRKS & Cie.

Coin nord de la Place d'Armes vis-à-vis l'église paroissiale.

7 mars—j1j.

EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de AUGUSTUS HATT,
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné, que les Soussignés ont été dûment nommés Syndics pour administrer les Biens du dit Banqueroutier.

ARTHUR C. WEBSTER,
JOSEPH F. ALLARD,
EDWARD M'DONALD,
Syndics.

Montréal, 9 mars 1844.—11qs.

EN BANQUEROUTE

Dans l'affaire d'ALEXANDER COURTENAY
Banqueroutier.

AVIS est par le présent donné que les Soussignés ont été dûment nommés Syndics pour administrer les biens du dit banqueroutier.

WILLIAM MOLSON,
HENRY FOWLER.
Syndics.

Montréal, 20 fév. 1844.—22ts.

VENTES D'IMMEUBLES.

SERONT VENDUS,

Par Autorité de Justice.

LE TRENTE-ET-UN du courant, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, à la porte de l'Eglise de la paroisse de la LONGUE-POINTE, Ile et District de Montréal, immédiatement après le Service Divin du matin, *DEUX LOTS DE TERRE*, dépendant de la communauté de Biens qui a existé entre CHARLES GERVAIS père, de la dite paroisse de la Longue-Pointe, et feue MARIE JOSEPHTE TESSIER dits LAVIGNE, situés en la Côte St. Léonard, en la dite paroisse de la Longue-Pointe, savoir:

1°. Un lot de Terre de trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, borné en front par le chemin du Roi, en profondeur par les Terres de la Longue-Pointe, d'un côté par un nommé Carron, et d'autre côté par J. B. Caty, avec une maison en pierre à un étage et autres bâtiments dessus construits.

2°. Un autre Lot de terre en bois de bout, de 3 d'arpens de front, sur 11 arpents de profondeur plus ou moins, avec droit de passage sur un lot de terre, appartenant à Louis Longpré, pour y communiquer, borné en front par le dit Louis Longpré, en profondeur par Louis Archambault, d'un côté par Joseph Beaudreau et d'autre côté par Joseph Tessier. Conditions de vente lors de l'adjudication et aupa avant en s'adressant au Soussigné.

J. H. JOBIN, N. P.

Montréal, 16 mars 1844.

Par John Leeming,

DES EMPLACEMENTS

De Valeur pour Batir,

Situés sur la Rue Bleury.



MARDI, le 19 de MARS courant, seront vendus sur les LIEUX les EMPLACEMENTS suivants, la propriété de C. M. DELISLE, Ecuyer, situés au bas de la rue Bleury, près de la rue Craig, savoir:

QUATRE EMPLACEMENTS DE VALEUR pour bâtir, ayant chacun 33 pieds 9 pouces de front, sur 187 pieds de profondeur, faisant face sur la rue Bleury

DEUX EMPLACEMENTS DE VALEUR pour bâtir, ayant chacun 41 pieds 8 pouces de front, sur 100 pieds de profondeur, faisant face à la rue des Jurés.

On pourra voir les plans des dits Emplacements au Bureau du Soussigné; un titre incontestable sera donné et les termes de payement seront faciles.

La vente aura lieu ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN LEEMING,
Encanteur.

11 mars.

A LOUER,

UN COTTAGE, Maison bien achevée, avec Jardin et Dépendances, situés rue Amherst, Faubourg Québec.

AINSI QUE:—Plusieurs LOGEMENTS avec Cour et Dépendances, neufs et bien finis, Rue Visitation, faubourg Québec.

DE PLUS:—A VENDRE, un LOPIN de TERRE, contenant plusieurs 100 Acres, avec privilége d'eau, dans le Township de Roxton.

—ET—

Cinq LOTS avec privilége d'eau, Maison, etc. dans le Township de Kingsey.

Plusieurs Lots agréablement situés, Rue la Montagne, faubourg St. Antoine.

Et *à vendre ou à louer*, la TERRE, MAISON et Dépendances connues sous le nom de *Half-way House of St. John's*, situés à mi-chemin de Laprairie à St. Jean. S'adresser à

H. LIONAIS,
Rue Notre-Dame, No. 86.

Montréal, 11 mars.—j.

A VENDRE,

500 CAISSES de Savon de Stockdale nouveau
9 tonnes Genièvre
300 caisses de Vitres 7½ x 8½—7 x 9—12 x 10
15 x 11

FROSTE & HARRISON.
Rue St. François-Xavier.

Blé de Semence.

A VENDRE,

60 MINOTS de Blé de TROIS MOIS d'une qualité supérieure.

S'adresser à

PHILIP HOOFFZTETTER,
Rue St. Antoine, No. 55.

29 février 1844.—j.

Blé de Semence.

400 MINOTS de Beau Blé du Printemps de la Rivière Thames et de la Rivière du Détroit, District de l'Ouest, Haut-Canada, étant d'une qualité très-productive, et qui mûrit en trois mois et quelques jours.

A vendre par

JOHN DOUGALL,
au bas de la rue St. Joseph,
près des quais.

Montréal, 15 fév.—dx.

Portraits par le Daguerotype,

PAR LE DR. CYRUS.

M. LE DR. CYRUS, cédant aux sollicitations de d'un grand nombre de familles, se propose de demeurer à Montréal jusqu'à la FIN DE CE MOIS.

Les personnes qui désirent se procurer leurs PORTRAITS d'après son excellent procédé sont priées de ne pas laisser échapper cette occasion.

4 mars.

AVIS.

LES AFFAIRES qui se faisaient en cette ville sous les noms et raison de KELLENNY et LAVIGNE, se font depuis le PREMIER MARS courant et se feront à l'avenir sous le nom de LOUIS KELLENNY.

L. KELLENNY,
O. LAVIGNE.

Montréal, 7 mars.—j

LISTE
DES LETTRES
NON RECLAMÉES,
Au Bureau de Poste de Montreal *Jusqu'au 29 Février 1844, et reçues depuis le 1er Février inclusivement.*

(Partie Française.)

	B
Bélanger J	Blanchette Mr.
Bélangé G	Bouchard E
Bellerine E	Brunette P
Bergerin J B	Blais A
Bellerose Jos H	Bouché C Joseph
	C
Casavans Mr	Couturier dit Lajoie Cérile
Camanes Joseph	
Causon Madame	Cadieux Henriette
Cadieux Jean Baptiste	Cadeau Mr
	D
Derome Francis	Dubois Théodore
De Sandudière Gaspard	Dupont J
Désilette Joseph	
	F
Fillion Julie	Frenière Mr
	G
Gauthier Séraphin	Gosselin G. V.
Gaudry Marianne	Groux Madame Veuve
Gagnon Joseph	
	J
Jacque Issac	Jiraud Charles
	L
Lamotte Amable	Lemay Mes
Lafance Joseph	Ledoux Peter
Launsée D R	Louise Thomas
Laurent D	Logron Joé
Lapérence Richard	Ledus Sophie
Lavoilette Josph D	Lomprey Catherine
	M
Marian & Perrault	Moraub J B
Mophie Sophie	Monarque Baptiste
Massan Louis Conte	Marcot Francis
Martin Wm	Monnette Jean
	P
Parent J B	Perrin Emilie
	R
Robert Antoine	
	S
Short Louise	St Michel Charles
Soguin Caroline	St Denis Madame
Sonnette Jean	
	T
Tibeaux Olivier	Turcot Marguerite

Les personnes qui viendront demander une de ces lettres,doivent spécifier qu'elles réclament une lettre qui a été avertie.

JAMES PORTEOUS,
Maitre de Poste.

Bureau de la Poste }
6 Mars 1844. }

AVIS.

LE Soussigné prend cette occasion pour remercier ses amis et le public, pour l'encouragement libéral qu'il en a reçu jusqu'à présent, et leur apprendre qu'il est entré en société avec Mr. S. JONES LYMAN, qui aura la conduite à l'avenir des affaires sur la PLACE d'ARMES, et qui est dûment autorisé à collecter toutes dettes dues à la ci-devant Société.

JOHN BIRKS.

Place d'Armes, }
19 février 1844. }

EN prenant sur lui la conduite des affaires de J. BIRKS & Cie., le soussigné informe le public qu'il est dûment licencié pour pratiquer comme APOTHICAIRE, CHIMISTE et DROGUISTE, qu'il a été pendant sept ans en connexion avec M. Mussen, Chimiste à Québec, et se flatte que par son expérience et son attention personnelle, il pourra s'assurer une continuation de sa confiance et de son patronage.

S. JONES LYMAN.

Place d'Armes, }
19 fév. 1844. }

ATTENTION!

LES PERSONNES endettées envers la Succession de feu GEORGE FREDERICK MARTIN NEUTZ, en son vivant Marchand de Montréal, sont priées de payer sans délai aux Soussignés, et celles qui ont des réclamations contre la dite Succession, sont requises de leur présenter leurs comptes duement assermentés sous le plus court délai possible.

JOHN PHILIP SYBOLD,
ERNEST IDLER,
Exécuteurs Testamentaires du dit Neutz.

Montréal, 26 janv. 1844.—29-j.

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.

BVIS est par le présent donné que la Société qui a existé ci-devant entre les Soussignés, sous les noms et raison de N. CHENEVERT et L. G. FAUTEUX, au village de Berthier, a été dissoute ce jour d'un consentement mutuel, et toutes les DETTES qui sont dues par la ci-devant société seront réglées par N. Chenevert, et ceux qui doivent à la dite Société devront payer le montant de leur comptes respectifs au dit N. Chenevert, qui seul est dûment autorisé à régler et à recevoir les dits crédits.

NARCISSE CHENEVERT,
L. G. FAUTEUX.

Berthier, 20 janvier 1844.—25tm.

AVIS.

LE CAPITAINE HENRY WILLIAM HARRIS, du 24e Régiment d'infanterie de Sa Majesté, s'adressera au Parlement de cette Province, dans sa prochaine Session (ou à la Session suivante, si les réglements du Parlement ne lui permettent pas de faire son application plutôt) pour un Bill, ou Acte de DIVORCE d'avec *ELISA WALKER*, autrement nommée, *ELISA LOCK WALKER*, son Epouse, pour cause d'ADULTERE.

H. W. HARRIS,
Par son Procureur et Conseil,
F. GRIFFIN.

Montréal, 31 janvier 1844.—sm.

AVIS Public est donné par les présentes, que le soussigné s'adressera à la Législature provinciale, à la prochaine session d'icelle, aux fins d'obtenir permission d'introduire un bill pour faire disparaitre tous doutes quant à l'interprétation du Statut du Bas-Canada, de la 1ère, Guillaume 4, chap. 53, intitulé, "Acte pour assurer et conférer à certains habitans de cette province, les droits civils et politiques de sujets nés Anglais," et pour confirmer et ratifier le titre de propriété des habitants de la Province, désignés au dit acte, et que la législature a voulu secourir par icelui dans toutes successions et à tous biens, meubles et immeubles, en autant que tel titre de propriété, sera fondé sur testament, succession, droits successifs, ou hoirie, et aussi pour casser et annuler toutes procédures en justice qui se trouvent contraires à la vraie intention et au juste sens du susdit acte.

JOSEPH DONEGANI

Montréal, 1 février 1844.—qmp.

AVIS.

TOUS ceux qui sont endettés à la masse de MM. S. & A. STRANG, sont requis de payer immédiatement au syndic soussigné qui est seul autorisé à donner quittance.

J. WILFRID A. R. MASSON.

Montréal, 24 mai 1843.—j.

AVIS.

UN JEUNE HOMME, sachant parler la langue Française, un peu l'Anglais, le Flamand et le Hollandais, demande une PLACE dans une maison de COMMERCE. Son instruction est en Français. S'adresser au Bureau de la MINERVE.—8 fév.

Eau de Caledonia.

CETTE Eau Minérale, si célèbre obtient de plus en plus une réputation bien méritée. Elle a opéré plus de cures merveilleuses qu'aucune autre eau minérale de l'Amérique, et son efficacité est telle que les demandes qu'on en fait augmenteut rapidement.

Il a été prouvé par une quantité de personnes en Canada que cette eau est le purgatif le plus doux et le plus certain qui ait été trouvé. En en prenant le matin, elle produit la gaîté d'esprit et excite l'appétit.

A vendre en gros et en détail au dépot, Place d'Armes, No. 4 Montréal.

Un nouvel approvisionnement a été reçu hier.

7 mars—j.

MORUE FRAICHE, BOIS, &c.

ARRIVE'E, aujourd'hui, directement de Boston, une quantité de MORUE fraiche, et *Haddock*, garantie dans le meilleur ordre possible. Ainsi que plusieurs pièces du meilleur poisson du St. Laurent : Maskinongé, Dorés et Truites des lacs, &c. A Vendre, au Marché à Poisson, à des prix réduits.

—AUSSI:—

Poisson salé de toute sorte, tel que Morue verte et sèche, Saumon, Harengs, Maquereau, Anguilles, *&c.*, le tout d'une excellente qualité.

—DE PLUS:—

4000 Madriers de Pin, de 3 pouces.
2000 „ 2 pouces.
8000 „ d'un pouce et demi.
1200 Madriers de 2 pouces sur 6 (*Battens*),
14000 Planches.
3000 Colombages.

Ainsi qu'une quantité de Flottes. Ce bois estpar faitement sec et d'une bonne qualité.

LEON HURTEAU & Cie.

Montréal, 12 fev. — dm.

300 QUINTAUX GRANDE MORUE SECHE.
1000 quintaux Petite do do
Récemment reçus et à vendre par
J. D. BERNARD.
25 sept

A vendre par le soussigné :

TOILE A BLUTEAU de Blackmore, à patente, assortie
Pierre à Moulange française.
J. D. BERNARD.
25 sept.

A Vendre par le Soussigné :

6000 VERGES d'ETOFFE du PAYS, Grise.
2000 doz. OUATE en Rouleaux.
J. D. BERNARD.
25 sept.

AGENCE A NEW-YORK.

LA réduction considérable qu'on vient de faire sur les droits d'importation au Canada, offre à MM. les Marchands de Montréal et de Québec, *Les avantages si grands du Marché de New-York.*

Le soussigné remplira comme ci-devant, à vente privée ou à l'Encan, tous les ordres qu'on voudra bien lui confier.

J. C. ROBILLARD.

1 sept

A VENDRE
AU DÉPOT DE CIGARES
DE ORR,
RUE NOTRE-DAME,

UN assortiment de LIQUEURS de choix, telles que Marasckino, Curacoa, Parfait Amour, Anisette, Elixir de Garus, Scubac, Vestpetro, Cherry Cordial, Absinthe Suisse, Huile de Kirsch, d'Orange, de Vénus, Crême de Menthe, de Rose, Framboise, de Noyau, Eau verte. Ainsi que Sardines à l'huile, Homards en boites de ferblanc, Pipes Allemandes de toutes descriptions, Tabatières de goût, Etuis à Cigares, &c. &c.

Récemment reçus directement de PUERTO-PRINCIPE, par la voie du Saint Laurent, un grand assortiment de CIGARES venant de cette place et qu'il peut vendre à bien meilleur compte que ceux importés par la voie de New-York. Ils sont des marques célèbres de "De la Cruz," "Justo Sanz" et de "Manuel Rendo."

Vieux Cigares dit Regalias, Havannais, Manilla Sherroot et de Dames. 1 janvier.-j.

RECEMMENT reçu directement du lieu du cru, en boies, en barriques et en quarteaux:

Crôze rouge de la Vendange de 1840
Château-neuf-du-pape do
Hermitage blanc, do
Do Rouge, 1837
Côte Rotie, 1840
Hermitage mousseux
St. Peray,
Clos Vougeot,
Chambertin.
Champagne, de Rennart père et fils,
Hock pétillant,
Hockheimer 1811
Marcobrumer 1822

G. C. REIFFENSTEIN.

8 juin-j.

A vendre au plus bas prix possible,

CUIR pour Bottes,
Peaux de Chèvre,
Bordures do

G. C. REIFFENSTEIN.

8 juin-j.

Le Soussigné offre à Vendre :

CIGARES supérieurs dit REGALIA.
Do PRINCIPI, venant directement d'une maison de Londres.

G. C. REIFFENSTEIN.

8 juin-j.

MAGASIN DE PROVISIONS.

LES Soussignés offrent en vente, à leur magasin, côté sud-ouest du nouveau marché, les articles suivants : à des prix très modérés:

Lard en quart de différentes qualités,
Farine, " " "
Huile " " "
Saindoux en barils,
Rum en tonne et autres boissons,
Beurre en tinettes,
Sel par minot,
Robes du nord et du sud,
Peaux de chevreuil et d'orignal,

—AUSSI:—

Savon, chandelle, pipes en boites,
Jambon de la meilleure qualité,
Tabac en torquette et autre,
Fromage en meule, sucre blanc, etc. etc.
Et toutes sortes d'articles de Groceries.

☞ Le plus haut prix du marché payé pour toutes sortes de PELLETERIES.

F. ST. JEAN & Cie.

Montréal, Sept. 1842.—

Montres d'Or, &c, &c.

RECU par le "Rory O'More" et autres arrivages récents, une quantité de Montres en Or, *Patent Lever*, faites à commandes ; Plateaux de Papier Mâché, vernissés et de première qualité et de patrons nouveaux ; Candélabres à trois et quatre branches, d'un nouveau genre et vernissés avec de la laque ; un nouvel assortiment additionnel de Lampes Solaires, nouveau patron ; avec un assortiment splendide de Bijouteries &c. &c., le tout est offert en vente à bas prix.

G. SAVAGE & FILS.

Montréal, 28 sept. 1843.-j.

VENTES D'IMMEUBLES.

A VENDRE,
Lundi, le 1er Avril 1844,

DEUX EMPLACEMENTS contigus l'un à l'autre, situés dans le village de St. Jean, fesant front sur deux rues et vis-à-vis le marché, avec une maison à deux étages, une grange et remises etc. Le propriétaire n'exigera que £120 comptant, £36 13 3½ le 16 Septembre 1848. £87 6 5¼ le 24 Juin 1852, et le reste à l'expiration de dix années du jour de la vente avec intérêt. Les personnes qui désireraient acheter cette propriété de gré-à-gré pourront le faire d'ici au jour de la vente, qui se fera au dit jour, à la porte de l'église du village de St. Jean à deux heures P. M., au plus offrant et dernier enchérisseur. Pour plus amples informations l'on pourra s'adresser à P. P. DEMARAY, Ecr., Notaire à St. Jean ou à M. JOHN ROY de St. Luc.

M. John Roy offre aussi en vente un Emplacement situé au côté sud de la grande rue du faubourg St. Laurent, dans la cité de Montréal étant le No. 108, contenant quarante pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir de la grande rue St. Laurent à la rue St. Charles Boromée, avec une maison à un étage en pierre. Cette maison est bien disposée pour un boulanger ayant deux étages sur le derrière. Les conditions de cette vente seront très libérales, et pour plus amples informations l'on pourra s'adreser à Mad. Veuve HAMELIN qui se trouve demeurer vis-à-vis la propriété à vendre.

Un titre incontestable sera donné.—7 mars.

SERA VENDU, *PAR ENCAN*, LUNDI, le PREMIER jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de St. Antoine de La Baie, UN MOULIN A FARINE de grande valeur, (connu sous le nom de Moulin de Dépin) bien connu par sa bonne situation, étant situé sur la branche sud-ouest de la Rivière-Nicolet, dans la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, dans le District des Trois-Rivières, et consistant en un Moulin en pierre de quarante pieds de front sur trante pieds de profondeur, ou environ, avec deux paires de moulanges, bluteaux, mouvements et travaillants, garniture, balance, poids, poële de fonte, etc.; en outre une digue ou chaussée qui traverse la dite rivière ; une Maison de quarante pieds de front sur vingt pieds de profondeur, avec un lot de terre, à prendre, à trente pieds au nord-ouest de la dite maison, à aller jusqu'à un ruisseau qui se trouve en haut du dit moulin, sur la profondeur, depuis la ligne de terrein de David Hogue à aller à la dite rivière. Un hangard de 18 pieds sur 16 pieds, avec une remise, une écurie de 40 pieds sur 24 pieds. Et pour plus ample information s'adresser aux propriétaires soussignés.

Les conditions de la Vente seront annoncées le jour de la vente.

St. Antoine de La Baie, 27 février 1844.

FRANCOIS DEPIN.
L. M. CRESSE',
Procureur de Dlle. M. J. E. Lozeau,
L. E. DESILETS,
Procureur de R. Kimber, Ecuyer.

—4 mars.—u.

A VENDRE,

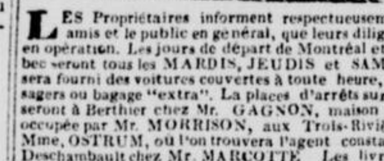
QUARANTE LOPINS d'excellente TERRE divisés en LOTS de DIX à VINGT Arpents chaque, formant partie de la réserve des terres à bois dans la Seigneurie St. George, situés à moins d'un mille du Moulin Seigneurial, et éloignés seulement de douze milles de Laprairie.

Ces dites terres sont couvertes du meilleur bois franc, consistant principalement en H RABLE *bois de bout*, qui peut être buché et transporté au marché à peu de frais.

S'adresser à JOHN LANGUEDOC, Ecuyer, à la maison seigneuriale, ou à J. G. LAVIOLETTE, Ecuyer, rue Sanguinet, Montréal.

29 fév. 1844.

Ligne de Voitures Verte
ENTRE QUEBEC ET MONTREAL
Le trajet en deux jours.



LES Propriétaires informent respectueusement leurs amis et le public en général, que leurs diligences sont en opération. Les jours de départ de Montréal et de Québec seront tous les MARDIS, JEUDIS et SAMEDIS : il sera fourni des voitures couvertes à toute heure, pour passagers ou bagage "extra". La places d'arrêts sur la route seront à Berthier chez Mr. GAGNON, maison ci-devant occupée par Mr. MORRISON, aux Trois-Rivières chez Mme. OSTRUM, où l'on trouvera l'agent constamment, à Deschambault chez Mr. MARCOTTE. Les livres seront ouverts à Montréal dans tous les principaux Hôtels.

S'adresser à Montréal, chez Mr. Fçois Benoit, Rue Capitale, près de la Maison de Douanu Veux-Marché.

MICHEL GAUVIN, Quebec, }
F. MARCOTTE, Deschambault, }
FRANCOIS BENOIT Montréal } Propriétaires.
THOS et TOS. LECOMTE, do }

Montreal, 6 Dec. 1843.

HUILE DE SAINDOUX, DOUBLE CLARIFIEE,
CHANDELLE ADAMANTINE,
Bougies de Cire, et à Mèches Cirées, et pour Fanaux de voitures.

LE soussigné, en offrant ces articles au public doit ajouter qu'il les garanti, et particulièrement l'huile de Saindoux, comme étant aussi bonne que celle de blanc de Baleine en raison de la manière dont elle est préparée, ce qui la rend supérieure à toute huile de Saindeux importée en ce pays.

La Chandelle dite Adamantine, est aussi recommandable, car elle réunit toutes les qualités du Sperma-cœti, et il n'est pas non plus nécessaire de la moucher, et le prix est de moitié audessous de l'autre. Manufacturée par

JOHN MATHEWSON,
Rue de l'Inspecteur.

Les commandes laissées au magasin de Mathewson & Sinclair, rue St. Paul, seront ponctuellement exécutées.—6 Nov.-sm.

DR. WOLFRED NELSON,
PETITE RUE ST. JACQUES,
Encoignure nord de la rue St.Laurent, vis-à-vi l'Etude de J. A. Labadie, Ecr.

HORACE NELSON, M. D.
Office avec celle du Dr. Wolfred Nelson
Encoignure de la petite rue St. Jacques entrée St. Laurent. 7 août.

Dr. C. A. Regnault, Médecin et Chirusgien Français, de la faculté de Médecine de Paris, licencié en Angleterre et en Canada, &c Maison de Mme Veuve Delorme au coin des rues St. Laurent et Craig.

17 avril 1843,—j.

GEORGE SCRIPTURE,
CHIRURGIEN-DENTISTE,

POSE des Dents naturelles ou faites de Minéraux, une seule ou le Ratelier entier, monté en or. Il remplit les cavités des dents gâtées avec les meilleurs matériaux, cette partie de la Chirurgie Dentale est la plus importante Ses prix sont très modérés et varient suivant les circonstances.—Sa demeure est Rue Craig, à deux portes de la rue St. Urbain, No. 65, vis-à-vis l'église paroissiale.-19 oct.-sm

P. B. DECOUSSE,
MARCHAND - TAILLEUR,
Encoignure des rues St. Jacques et St. Joseph, Coin Nord de la Place d'Armes,

Où il est prêt à fournir maintenant toutes sortes d'Habillemens, à demande et à court avis.-21 sept.

VENTES D'IMMEUBLES.

A vendre, par Autorité de Justice,

LES IMMEUBLES ci-après désignés, indivis entre PAULINE QUINTIN, veuve LOUIS TRUDEAU, les héritiers des défunts LOUIS et PIERRE TRUDEAU, et CHARLES TRUDEAU ; savoir : à la porte de l'église paroissiale de Longueuil, DIMANCHE, le Vingt quatre Mars prochain, à l'issu du Service Divin du matin ;

1°. Un Emplacement, situé au village de Longueuil, de la contenance de cent quarante et un pieds de front sur cent quatrevingt douze pieds de profondeur (y compris le chemin de la Reine, qui le traverse), delà prenant quatrevint dix pieds de front sur cent quatrevingt un pieds de profondeur, tenant en totalité par devant au nord-ouest au fleuve St. Laurent, par derrière au sud-est à la rue St. Charles et à Pierre Brisset, d'un côté au nord-est à Pierre Trudeau, Pierre Brisset et Hubert Dégneau, ou ses représentans, avec une Maison en pierre, hangard, remise et autres bâtimens dessus construits.

2°. Une Terre située dans la dite paroisse de Longueuil, sur le fleuve St. Laurent, de trois arpens neuf perches et trois pied de front au trait-carré nord-ouest, allant en rétrécissant, et ayant au trait carré sud-est deux arpens cinq perches et deux pieds de front sur dix-neuf arpens de profondeur, et à la profondeur un terrain de forme irrégulière de deux arpens en superficie, le tout plus ou moins, tenant par devant au nord-ouest au fleuve St. Laurent, par derrière au sud-est à la portion de terre ci-après désigné, et au chemin de la Reine, d'un côté au nord-est à Victor Chénier, Ecr., et de l'autre côté au sud-ouest, à Isidore Hurteau, Ecr., en culture, avec une Maison, grange, étable, et autres bâtimens dessus construits.

3°. Une portion de Terre située au même lieu, de forme irrégulière, de la contenance de trois arpens en superficie, plus ou moins, tenant par devant au nord-ouest à la terre ci-dessus désignée, par derrière au sud-est au chemin de la Reine, d'un côté au nord-est, à Victor Chénier, Ecr., et de l'autre côté au sud-ouest à la terre ci-dessus désignée, sans ancun batiment dessus construit.

4°. Un Emplacement situé au village de Longueuil, de la contenance de quatrevingt dix pieds de front sur deux cent quarante huit pieds de profondeur, tenant par devant au nord-ouest à la rue St. Charles, par derrière au sud-est et d'un côté au nord-est à Edouard Délibac, et de l'autre côté au sud-ouest, à Laurent Collin, avec une maison et autres bâtimens dessus construits.

5°. Une Terre située dans la dite paroisse de Longueuil, fief Tremblay, de la contenance de quatre arpens et demi de front au traitcarré nord-ouest, allant en rétrécissant et ayant au traitcarré sud-est quatre arpens de front seulement sur quarante huit arpens de profondeur, plus ou moins, tant en front qu'en profondeur, tenant par devant à Gabriel Charron et Augustin Viau, par derrière à Pierre Bouteiller, d'un côté à Louis Arès, et de l'autre côté à Paschal Dubuc, partie en culture et partie en taillis, avec une maison, grange, étable et autres bâtimens dessus construits.

Et à la porte de l'église paroissiale de St. Bruno de Montarville, Dimanche, le Trente et-un Mars prochain, à l'issu du service divin du matin, une portion de Terre, située dans la Seigneurie de Montarville, au rang des Vingt-Cinq, de la contenance d'un demi arpent de front sur vingt-cinq arpens de profondeur, plus ou moins tenant par un bout au nord-ouest à une bâse tirée à cinq arpens du premier côteau de la montagne, mesurés dans la ligne séparant les terres ci-devant possédées par Michel Viger et Pierre Dulude, par derrière au sud-est à Maurice Roy, et les représentans Pierre Weilbrener, Ecr., ou aux terres du rang de la Rabastalière, d'un côté au nord-est à François Gauthier et de l'autre côté au sud-ouest à la veuve Jean-Bte. Cheffre dit Vadeboncœur, en bois-de-bout, sans aucun bâtiment dessus construit.

Les conditions seront données lors de la vente, et l'on peut les connaitre avant, en s'adressant au Notaire Soussigné, à Boucherville.

L. LACOSTE, N. P.

Le 7 février 1844.

ATTENTION!

A VENDRE, la SEIGNEURIE de BLAINVILLE, située à Vingt Milles de Montréal, contenant trois lieues et demi en superficie, bornée devant à la Rivière-Jésus, en arrière et d'un côté aux héritiers Dumont, et d'autre côté aux héritiers Clauss, avec un MOULIN en pierre à deux étages, et deux autres Moulins a Scies, le tout en bon état.

Des titres incontestables seront donnés, et les conditions d'achât très faciles. Pour le tout et autres informations, s'adresser au Soussigné, à sa demeure, rue St. Denis, Cornwall Terrace, N°. 7.

J. D. LACROIX.

Montréal, 19 fév. 1844.—j

FAITES ATTENTION!

MADAME SELBY recevra des propositions de toutes personnes qui désireraient acheter aucune des propriétés ci-après mentionnées:—

1°. Une grande MAISON en pierre à deux étages, située sur la rue St. Gabriel, dans la cité de Montréal, voisine du bureau du *Herald*, et ci-devant occupée par MM. Peltier et Bourret et Letourneux, avocats et autres, avec une bonne voute et dépendances.

2°. La TERRE et MAISON de campagne appellée *Selby-Grange*, sur le chemin de Lachine. Cette terre n'est qu'à quelques minutes de marche du centre de la ville, la maison est en bon état, grande et commode, avec un beau JARDIN, un grand VERGER, grange, écurie, etc. etc. etc.

3°. La SEIGNEURIE LASALLE avec tous les droits lucratifs et honorifiques y attachés, les moulins à farine et à scies y érigées. Cette Seigneurie n'est qu'à environ quinze milles de la ville de Montréal, dans le centre d'un des comtés les mieux établis et du meilleur terrein du Bas-Canada.

Titres incontestables. L'acheteur d'aucune de ces propriétés pourra, s'il le désire, retenir partie du prix pour un certain temps.

Montréal, 15 février 1844.—j.

A VENDRE,

UNE MAISON située sur la grande rue du faubourg St. Laurent, No. 151, avec une boutique, le tout bâti sur un terrain de 40 pieds de front jusqu'à la profondeur de la rue St. Dominique.—S'adresser sur les lieux à Dame Veuve Lavigne.

26 fév.— ump.

A VENDRE,

UNE MAISON à deux étages dont une en pierre et l'autre en bois, située, faubourg St. Laurent, rue St. Constant No. 94.—S'adresser sur les lieux à

FRS. CASTONGUEZ.

26 fév.—j.

A VENDRE,

UN LOT de TERRE, de 180 pieds de front, sur 180 de profondeur, mesure française, situé rue Dorchester, vis-à-vis la résidence de l'honorable juge Rolland, et avoisinant le lot du Révd. Dr. Bethune. Ce terrain peut être divisé en trois lots de 60 pieds chaque de front par 180 pieds de profondeur.

Pour les conditions de la vente, s'adresser au Soussigné, au Bureau de l'inspection de Potasse.

25 janv. E. M. LEPROHON

A VENDRE OU A LOUER,
AVEC POSSESSION IMMÉDIATE,

UNE TERRE, appartenant à Dame Veuve DONALD ROBERTSON, située en la Paroisse St. Laurent, à quatre milles de la ville, de 3 arpens de front sur 24 arpens de profondeur.

Aussi, à vendre, un EMPLACEMENT, dans le faubourg St. Laurent, faisant un des coins des rues St. Laurent et Dorchester, contenant 50 pieds de front sur 103 pieds de profondeur.

S'adresser à
PIERRE CADIEUX,
1 fév.—j Rue Sanguinet.

Propriété demandée a Constitut.

UN Monsieur de cette ville, ayant l'intention et les moyens d'améliorer une Propriété, désirerait acheter A CONSTITUT ou à des termes de paiement faciles, une MAISON et les dépendances avec un Jardin ou un lot de Terres y attaché, dans les environs de la ville.

S'adresser au Bureau de la Minerve.

5fév.—dm.

LA Vente des propriétés ci dessous désignées qui devait avoir lieu vers le 15 octobre courant, est remise à une date qui sera annoncée plus tard. 9 oct.

LES IMMEUBLES ci-après désignés, dépendant de la Succession de feu JOSEPH-TOUSSAINT DROLET, Ecr, seront mis en vente, d'aujourd'hui au QUINZE OCTOBRE prochain, dont notice des jours des ventes seront donnés par avertissement, (pourvû qu'il n'en soit pas disposé avant par vente privée), par les Soussignés, en leur dite ès-qualité. Toutes applications concernant ces immeubles, pourront êtres faites aux Soussignés à Montréal ; à Mr. J. B. E. Durocher, à St. Charles, ou à MM. Chs. Drolet et O. Kimber, à St. Pie.

1. Une excellente Terre, à la 3me Concession de St. Marc, en haute culture, de 3 arpents sur 30, voisine de J. Bte. Robert et Janvier Beaudry, avec maison grange, étable et laiterie dessus-érigées.

2. Une do. au Grand-Rang, en la paroisse de la Présentation, de 3 arpents sur 30, voisine de Joseph Chabot et Bte. Blanchette, avec maison, grange, étable et écurie attenantes.

3. Un lopin de Terre, au Pontage, au 5me rang, en la paroisse de St. Charles, en prairie, ¾ d'arpent de front, sur la profondeur, à former environ 20 arpents et 55 perches en superficie, voisin de Joseph Petit et Joseph Benoît, avec une bonne grange.

4. Une Terre à bois, 5me concesion de St. Denis de 2 arpents sur 30, voisine de Claude Dudevoir, et de Mr. Deschambault, sans bâtisses.

5. Une Terre, à St. Pie, au sud de la rivière, en bonne culture, de 8 arpents de front sur 18 à 19 de profondeur, bornée à la montagne d'Yamaska, voisine d'un côté au Capt. Lalime et Joseph Lavigne, avec maison, grange et étable.

6. Une Terre, au même lieu, au nord de la rivière, en bonne culture, de 3 arpents sur 30, voisine d'un côé, de P. Du seau, avec une spacieuse maison de commerce, à 6 arpents de l'église, avec hangard, écurie, grange, étable, remise et laiterie, tous en bon ordre.

7. Deux Terres, au même lieu et à la même place, chacune de 3 arpents sur 30, voisines de celle ci-haut mentionnée, une grande partie en culture, vis-à-vis le pont de péage, avec maison et étable sur l'une et l'autre, une écurie.

8. Un beau lot de Terre, au village de St. Pie, près de l'église, de 180 pieds de front, sur 80 pieds de profondeur, borné sur deux rues et voisin de Mr. Senécal, sans bâtisses.

9. Deux Emplacements, situés au même lieu et à la même place, de 45 pieds de front sur 60 de profondeur chacun, voisins de Ls. Guillet, avec une maison et étable.

10. Un Emplacement, situé au même lieu et à la même place, de 45 pieds de front sur 60 de profondeur, avec une jolie maison, grange et écurie.

11. Un lopin de Terre considérable, au sud de la rivière, en face du pont de péage, près des moulins à farine, où se trouve une superbe maison de commerce de 70 pieds sur 40, avec d'excellentes caves, une potasserie et perlassière, avec fours et fournaux complets, cuves et chaudières, cendrière, 1 hangard à 2 étages, lavanderie, laiterie, glacière, remise, étable, écurie et un superbe jardin, complanté d'arbres fruitiers.

12 Le beau pont de péage, érigé audessus du Rapide-Beauregard, sur la branche sud de la rivière d'Yamaska, en la paroisse de St. Pie, près de l'église et des moulins à farine, en vertu d'un acte du parlement provincial de la 2me année du règne de feu Sa Majesté, Guillaume IV, avec ses quais et chemins d'avenus.

13. Un Emplacement, au village de Verchères, avec maison et autres bâtisses.

14. Six Lots de Terre, dans le Township de Milton. Partie de ces Lots en brulé et en culture, savoir :—

N°. 17,—200 acres	dans le	5me Rang.			
9,—100	"	"	"	"	Lots Nord.
13,—100	"	"	6me	"	"
12,—100	"	"	7me	"	"
16,—200	"	"	8me	"	"
7,—200	"	"	9me	"	"

15 Un superbe lopin de Terre, situé à Waterloo, dans le Township de Granby, avec une jolie maison et autres dépendances, ci-devant la propriété de Loranzo Wells.

16. Trois Lots de Terre situés dans le Township de Buckingham, sur la rivière Outaouais, savoir, Lots Nos. 22 et 23, dans le second rang, et Lot No. 24, dans le 1er rang. Chacun de ces Lots mesure 200 acres.

JOSEPH MASSON,
J. T. BARRETT,
B. H. LEMOINE,
Syndics de la Succession Drolet.

14 Août 1843

A VENDRE,

CETTE TERRE de prix maintenant occupée par Mr. Philip Hooffstetter, située près du village des Cedres, paroisse de Soulanges, contenant 160 acres, dont 130 acres sont dans la plus haute culture, avec une Maisons, en pierre très commode et très biens distribuée pour une nombreuse famille ; elle a une excellente cave, et elle a été occupée autrefois comme magasin. Adjacent est un Jardin complanté de pommiers de choix.

Les granges, les écuries, et autres batisses, ainsi que les clotures qui entourent la terre sont en bon ordre.

AUSSI :

Tous les agrès de ferme de toute dicription tous en bon ordre.

Un titre incontestable sera donné. Et pour de plus amples détails s'adresser à M. Hooffstetter sur les lieux ou au Soussigné.

M. J. HAYS.
Au Bureau de l'Aqueduc.

Montréal, 14 août. --j.

Tirage au Sort.

MR. F. L. GENAND offre en vente au moyen d'un Tirage au Sort, 38 Lots de terre dont 18 de 40 x 82 et 20 de 41 x 82, faisant partie de la terre de feu Mr. GEORGE FULLUM, située au Courant Ste. Marie, près de cette Cité, entre 38 Souscripteurs, à £20 chaque, payables en quatre payements égaux de £5, dont le premier sera déposé avant le Tirage, et les trois autres se feront annuellement, sans intérêt.

Les Souscripteurs n'auront pas de *lods et ventes* à payer, Mr. Genand se proposant de commuer les droits Seigneuriaux avant le Tirage.

Le PLAN des dits LOTS a été déposé en l'étude de Maitre J. A. Labadie N. P., où il pourra être examiné.

Avis sera donné aux Souscripteurs le jour que le Tirage aura lieu.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné en son étude, rue St. Jacques.

J. A. LABADIE, N. P.

Montréal, 31 juillet 1843.

MAISONS, &c., A LOUER

A LOUER,
Et possession au Premier Mai.

UNE grande MAISON à deux étages, maintenant occupée par le Dr. Arnoldi, fils, avec un TERRAIN vacant, avoisinant la dite maison. On louera le tout ensemble ou séparément.

S'adresser à Mad. Veuve GUILLON, rue du Champ-de-Mars, No. 19.

14 mars.—j.

A LOUER,

UN CLOS, de la contenance de 130 pieds de front sur 162 de profondeur, situé au bas du *Champs-de-Mars*, terrain ci-devant appartenant à l'hon. M. Pothier.

S'adresser à
N. B. DESMARTEAU,
—29 fév.—j. Rue St. Paul.

A LOUER,

UNE MAISON en pierre de taille, à deux étages, située dans la rue St. Dominique. S'adresser à F. et J. RENAUD, marchands, rue St. Paul.—22 fév.—j.

A LOUER,

CES MAISONS, situées sur la rue St. Paul, l'une occupée par M. Louis Blanchard, marchand-chapelier, et l'autre par M. Asa Willet, marchand de Cuir. Ces maisons sont bâties en pierre, à trois étages en bon état de réparation, ayant une cour spacieuse.

Cette MAISON neuve en pierre de taille, située rue Bonsecour, (avoisinant celle de Madame St. George,) et présentement occupée par H. Drescoll, écuyer, C. R.— Cette maison est très-bien finie et peut servir de résidence à une famille nombreuse ; ayant aussi des dépendances spacieuses et commodes.

Cette MAISON neuve en pierre de taille, située rue St. François-Xavier, (presque vis-à-vis le Restarant de Dolly). Cet édifice pourrait être divisé en plusieurs magasins de détails ou en voute pour un magazin en gros. Il y a une grande cour en arrière à laquelle on peut avoir accès par la rue l'Hopital. Et ce magasin situé sur la rue St. Sacrement joignant le Bureau de l'Assurance Mutuelle de Montréal. Ce magazin a une excellente voute, pour vins &c. &c.

Pour plus amples informations s'adresser à

B. H LE MOINE,
Banque du Peuple.

29 janv.—j.

A LOUER,

DEUX jolies MAISONS en pierre de taille, très bien finies situées Place Rodier à l'extrémité du faubourg St. Antoine, fesant face à un beau carré. Le point de vue est splendide.

—AUSSI:—

TROIS MAISONS neuves, en pierre de taille, sur le même carré, et une autre MAISON, rue du Collège.

S'adresser au propriétaire,
CHARLES S. RODIER.

19 fév.—j.

A LOUER,
Et Possession au 1er Mai.

Cette BELLE MAISON neuve en pierre de taille, à trois étages, bien finie, située rue St. Joseph, n. 7 (bâtisse de Kurczyn) près de la rue M'Gill, et maintenant occupée par Mr. A. C. Tuttle.

S'adresser, franc de port, à S. De Beaujeu, écr., Côteau du-Lac, ou à Joseph Belle, écr., notaire à Montréal.

12 fév.—j.

Hotel des Sources de Varennes.

A LOUER,

CE SUPERBE ETABLISSEMENT, si bien connu comme étant un des postes des plus avantageux pour un HOTEL, situé au centre du beau village de Varennes, à cinq lieues de Montréal. La maison, bâtie sur la côte, commande la rue du fleuve et des campagnes environnantes. L'édifice est à trois étages avec une galerie qui l'entoure, et a été construit expressement pour un hotel ; l'intérieur offre toutes les comodités possibles, et joint dans tout son ensemble l'utile à l'agréable.

Les Sources de Varennes, dont les eux sont si renommées par leur efficacité dans la plupart des maladies, sont situées à quelques minutes de marche de l'hotel. Les steamboats qui voyagent continuellement entre Berthier, Sorel, la Rivière Chambly et Montréal, s'arrête au Quai, vis-à-vis l'*Hotel des Sources de Varennes*, ce qui donne une grande affluence de monde dans le village, sans compter un nombre considérable de personnes qui y viennent pour prendre les eaux, et qui ne peut qu'augmenter à mesure que la propriété des Sources sera connue.

On pourra en prendre possession immédiatement ou au 1er Mai prochain.

Pour les conditions, s'adresser au propriétaire soussigné sur les lieux.

AIMÉ MASSUE.

Varennes, 22 janv.—j.

A LOUER.
Et Possession au 1er Mai ;

Deux maisons neuves en briques avantageusement situées pour une auberge, sur le marché Viger rue St. Denis, avec des dépendances spacieuses et commodes.

S'adresser au propriétaire soussigné rue St. Paul près du marché neuf. J. GRENIER.

15 janvier.—j.

Terrain a Louer.

A LOUER et possession immédiatement, un superbe TERRAIN VASTE, situé au Courant Ste. Marie, sur la rue Partenais, contenant quatre arpens de front, sur un arpent de profondeur, et très convenablement situé pour un ou plusieurs Bouchers.

Pour les conditions, s'adresser à Mr. Sérafino Giraldi ou au propriétaire soussigné

ISAIE N. MELANÇON.

St. Paul, 4 janv. 1844.-j.

DEUX MAISONS agréablement situées sur la rue Foretier, près du Coteau Baron, à trois étages sur l'arrière, avec galeries, et à deux étages sur le front, avec un jardin de plaisance a chaque ; on y a une belle vue de la cité et du pays environnant. Il y a une étable à chaque avec remise &c. Le loyer est à un prix très modéré.

S'adresser à
LEVI HODGKINSON,
Grande Rue du Faubourg St. Laurent, No. 23.

18 Sept—j.

LE Soussigné a maintenant son étude en la Maison de Mr. Easton, Avocat, au coin Nord-Est de la Place d'Armes, petite Rue Saint. Jacques, vis-à-vis le Pignon de la maison du Dr Arnoldi.

OVIDE LEBLANC, N. P.

11 mai.—j.

C. C. SPENARD, N. P.
Petite rue St. Jacques.
Vis-à-vis le Bureau de l'hon. La Fontaine.
26 février.

P. RICHER,
BUREAU D'ECHANGE
RUE ST. PAUL (près de la douanne.